



# Femmes D'influence

Témoignages Inspirants de Femmes Leaders Africaines





# Femmes D'influence

Témoignages Inspirants de Femmes Leaders Africaines

Ce document est publié par :  
La Direction Femmes, Genre et Développement (WGYD)  
© **African Union Commission, 2022**. Tous les droits sont réservés

Commission de l'Union Africaine  
Bureau de la Direction Femmes, Genre et Jeunesse (WGYD)  
P.O. Box 3243, Roosevelt Street Addis Ababa, Ethiopia  
+251 11 551 77 00

**En Partenariat avec**







## REMERCIEMENTS

Le Recueil des filles et des femmes leaders africaines a été créé par la Direction de la femme, du genre et de la jeunesse de la Commission de l'Union africaine (CUA-WGYD) avec le soutien et le partenariat du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

Ce recueil est une compilation des témoignages de 25 femmes leaders influentes. Il mentionne également les cadres juridiques et politiques disponibles et les publications de partenaires portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les partenaires remercient toutefois toutes les femmes leaders dont le nom a été proposé en réponse à l'appel lancé pour cette initiative.

Les partenaires tiennent également à remercier sincèrement Mme Ibis Graham-Douglas, la principale consultante, pour son travail constant et engagé qui a permis de réunir ces témoignages et de présenter fidèlement les contributions de ces femmes leaders dans le présent recueil.

Les partenaires se réjouissent de poursuivre cette collaboration en vue de publier des éditions ultérieures pour célébrer les réalisations d'autres femmes leaders africaines visionnaires venant de tout le continent.

La publication a bénéficié des contributions de l'équipe technique qui a accompagné le processus de conception, à savoir :

### **Commission de l'Union Africaine**

Dre Jeanne Flora Kayitesi, M. Billy Camirirwa, Mme Priscilla Mawuena Adjeidu, Mme Florence Nabwire (CUA-WGYD), Mme Leslie Richer et Mme Doreen Apollos (CUA-DIC).

### **Bureau de représentation du FNUAP auprès de la CUA et de la CENUA**

M. Kokou Djagadou et M. Brian Mafuso.

### **Bureau régional d'Afrique de l'Est du HCDH**

Mme Catherine de Preux De Baets, Mme Marta Teshome, Mme Khadidja Hadj Saïd, Mme Juliana Souza.

### **Bureau de liaison d'ONU Femmes auprès de l'UA et de la CENUA**

Mme Tikikel Tadele Alemu, Mme Amen Ayele Deneke, Mme Dukaye Amare Mergia, Mme Enissa Iteka.



J'ai le plaisir de vous présenter le Recueil sur les femmes et les filles d'Afrique en position de leadership. Partout dans le monde, les programmes de leadership conçus et dirigés par les gouvernements, les organisations de la société civile, les communautés internationales et les secteurs privés cherchent à inculquer des compétences de leadership aux femmes et aux filles. Le bénéfice éventuel de ces programmes est cependant miné par les pratiques politiques, culturelles et sociales extrêmement genrées de la société. Les femmes leaders existantes ou celles qui aspirent au leadership sont confrontées à des défis uniques, tels que le manque de formations et de financements appropriés, la violence, une couverture médiatique insuffisante ou inexacte et la désinformation. Plus de 60 % de la population africaine vit dans des zones rurales où ces défis, en particulier pour les jeunes filles, sont particulièrement prononcés.

Pour que les femmes et les filles d'Afrique disposent des mêmes possibilités que les hommes en matière d'accès au leadership, les dirigeants africains et la communauté internationale doivent s'attaquer aux défis uniques auxquels elles sont confrontées et qui les empêchent de devenir les leaders qu'elles sont capables de devenir.

Le fait que des femmes africaines endossent des rôles de leadership n'est pas un phénomène nouveau. Tout au long de l'histoire du continent africain, les femmes ont permis de résoudre des problèmes cruciaux, en dirigeant des armées pendant la période précoloniale, en combattant pour la liberté pendant les mouvements d'indépendance, en endossant des fonctions de leadership transitoires pendant les périodes d'après-conflit, et en assumant des responsabilités pendant certaines des pires crises économiques, politiques et sanitaires du 21<sup>e</sup> siècle. Pour aller de l'avant, l'Afrique doit exploiter les connaissances, les compétences et les talents des femmes à tous les niveaux du processus de résolution des problèmes afin de reconquérir le futur du continent.

Nonobstant les données, l'Afrique demeure une référence mondiale en matière de leadership public féminin. Cinq pays africains figurent parmi les 20 premiers en matière de représentation parlementaire des femmes et, à 61,3 %, le Rwanda reste l'exemple à suivre dans le monde quant à la présence de femmes au parlement. Quatre pays africains, dans lesquels la représentation des femmes dans les cabinets dépasse les 45 %, sont parmi les 20 premiers dans le monde. De plus, la présence croissante des femmes africaines à des postes à responsabilités publiques ne se limite pas aux institutions nationales. Les femmes africaines occupent désormais des postes de direction au sein de l'Organisation mondiale du commerce, de la Commission de l'Union africaine et des Nations Unies. Plus important encore, elles contribuent directement et mènent des efforts régionaux et internationaux qui répondent aux problèmes les plus urgents de l'Afrique d'aujourd'hui : la paix et la sécurité, la justice de genre, le changement climatique, et le développement technologique et économique.

Malgré la longue et riche histoire du continent en matière de femmes leaders, particulièrement avant la colonisation, les systèmes et les croyances politiques, sociales et culturelles ne favorisent pas toujours les qualités ou les aspirations de leadership chez les jeunes filles. Les efforts concertés des deux dernières décennies ont permis d'élargir l'accès à une éducation de qualité et à la santé pour beaucoup, mais la participation politique des femmes doit également être une priorité pour assurer une bonne gouvernance. La moitié de la population ne peut pas être mise de côté lors de la prise de décision si l'on souhaite observer des progrès continus et plus étendus sur le continent. Si seule la moitié des leaders potentiels sont identifiés et soutenus, la recherche de solutions politiques n'est qu'à moitié aboutie.

Les dirigeants africains en premier lieu et la communauté internationale ont la responsabilité de dénoncer les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes et les filles en termes de leadership et de soutenir les initiatives visant à les surmonter. Cette responsabilité incombe particulièrement à tous les leaders de la communauté, traditionnels ou non. Ils doivent prêter leur voix et leur force à la promotion de nouvelles traditions qui garantissent que chaque enfant d'Afrique, sans distinction de sexe, est

socialisé et incité à devenir l'un des leaders dont le continent a besoin.

Enfin, je tiens à féliciter les femmes et les filles africaines qui continuent à mener de telles initiatives. Que ce recueil soit un exemple illustrant le potentiel et les diverses réalisations des femmes et des filles d'Afrique ainsi que leur impact sur leurs familles, leurs communes, leurs pays et le monde, en particulier face aux pandémies et aux problèmes liés au changement climatique.



**Prudence Ngwenya (Mme)**

**Directrice Ag. de la Direction de la Femme,  
du Genre et de la Jeunesse (WGYD)  
Commission De L'Union Africaine (CUA)**



## AVANT-PROPOS

Les femmes africaines ont joué un rôle essentiel dans les avancées qui ont façonné le cours de l'histoire du continent africain. Elles ont endossé un rôle de leadership affirmé en tant que combattantes de la liberté, philosophes, magnats des affaires, et autres rôles porteurs de changement. De plus, elles ont imaginé, motivé, construit et inspiré d'autres personnes pour accomplir des réalisations importantes à l'échelle continentale et mondiale.

Les études et la documentation sur l'histoire du leadership dans le continent ignorent malheureusement souvent les importantes réalisations passées et présentes des femmes africaines. À maintes reprises, nous lisons des témoignages qui les dépeignent comme opprimées, sans voix et sans pouvoir. Contrairement aux anciennes figures historiques de reines et de combattantes de la liberté qui étaient puissantes et célèbres, ces nouveaux récits sont profondément ancrés dans des cultures, des normes et des pratiques patriarcales. D'autres valeurs socioculturelles, y compris des pratiques néfastes, notamment la préférence pour les fils, le mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines, bloquent la pleine réalisation de l'égalité des chances, aliénant toujours davantage les femmes et les filles.

Les Nations Unies (ONU) ont notamment fait des progrès depuis leur formation il y a presque 80 ans dans la promotion et l'avancement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Au sein du système onusien, ONU Femmes a été créée en 2010 pour diriger, promouvoir et coordonner les efforts visant à faire progresser la pleine réalisation des droits et des chances des femmes. L'Assemblée générale des Nations Unies appelle cependant toutes les parties du système onusien à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre de leurs mandats. Cet appel garantit que les engagements pris en faveur de l'élimination de la discrimination envers les femmes et les filles, de l'autonomisation de femmes, de l'égalité entre les femmes et les hommes, à la fois comme partenaires et comme bénéficiaires du développement, des droits humains, de l'action humanitaire, de la paix et de la sécurité, soient réalisés. De même, le système de l'ONU a pour mandat de

promouvoir les contributions des femmes leaders dans les domaines politiques, socioculturels et économiques à tous les niveaux.

À cet égard, ce recueil de témoignages de femmes leaders africaines influentes vise à traduire ce mandat en action grâce à un partenariat stratégique entre l'Union africaine et le système onusien. Il offre la possibilité de reconnaître le parcours des femmes emblématiques qui défendent les droits humains, l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et le développement inclusif. L'objectif est de documenter et de saluer les réalisations des femmes africaines de tous âges dans des domaines qui ont été négligés dans la littérature. Des domaines tels que la gouvernance, les droits humains, la paix et la sécurité, l'inclusion financière, le commerce et l'entrepreneuriat, l'environnement, l'agriculture et le changement climatique, les infrastructures, les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), l'éducation, les industries créatives et le sport.

They continue to contribute to advancing gender equality to achieve women's full and effective participation and decision-making while overcoming wide-ranging challenges and intersecting forms of discrimination, such as ageism, sexism, and lack of resources. The stories highlight a collective responsibility required to elevate the next generation of Africans.

Ces femmes leaders ont œuvré à l'amélioration de leurs communautés, du rôle le plus simple aux postes à responsabilités, pour un succès tangible dans leurs domaines respectifs. Elles continuent à contribuer à l'avancement de l'égalité des sexes pour parvenir à la participation et à la prise de

décision pleines et effectives des femmes tout en surmontant des défis de grande envergure tels que l'âgisme, le sexisme et le manque de ressources. Ces témoignages soulignent la responsabilité collective nécessaire pour former la prochaine génération d'Africains.

En tant que partenaires clés, le FNUAP, le HCDH, et ONU Femmes, en reconnaissance du mois international de la femme et s'inspirant du thème de l'année 2021 de l'Union africaine, **«Arts, culture et patrimoine : leviers pour l'édification de l'Afrique que nous voulons »**, ont proposé de promouvoir la nécessité de documenter les parcours de leadership des

femmes leaders africaines en recueillant les témoignages de leurs expériences vécues et en consignait l'impact de leurs contributions. Grâce à ce partenariat, ce recueil sera un document vivant mis à jour régulièrement pour mettre en lumière les témoignages émergents et les réalisations des femmes et des filles africaines en tant que leaders dans leurs domaines. Nous espérons que les témoignages présentés pourront inspirer d'autres femmes et d'autres filles et attester des différentes générations de femmes exceptionnelles qui montrent et prouvent que les femmes et les filles constituent une force puissante qui façonne le développement durable.



**M. Mabingué Ngom**

**Conseiller Principal auprès du Directeur Exécutif du FNUAP et Directeur du Bureau de Représentation du FNUAP auprès de la CUA et de la CENUA.**



**Mme Awa Ndiaye Seck**

**Représentante Spéciale d'ONU Femmes auprès de l'Union Africaine et de la Commission Économique pour l'Afrique**



**M. Marcel Clement Akpovo**

**Représentant Régional, Bureau du HCDH pour l'Afrique de l'Est**  
**Représentant auprès de l'Union Africaine (UA)**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b> .....	3
<b>Avant-propos</b> - Directrice de la Direction de la femme, du genre et de la jeunesse.....	4
- Représentants de l'ONU .....	6
<b>Abréviations</b> .....	9
<b>Introduction</b> - Le Leadership des Femmes Africaines : Le contexte .....	10
<b>Chapter 1</b> - Gouvernance, Droits Humains, paix et Sécurité.....	15
<b>Chapter 2</b> - Autonomisation des Femmes et éradication de la violence faite aux femmes et aux filles	20
<b>Chapter 3</b> - Inclusion Financière, Commerce et Entrepreneuriat.....	27
<b>Chapter 4</b> - Environnement, Agriculture et Changement Climatique .....	32
<b>Chapter 5</b> - Infrastructures et Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STIM).....	35
<b>Chapter 6</b> - Éducation .....	39
<b>Chapter 7</b> - Les Secteurs Créatifs et le Sport .....	47
Conclusion .....	53
Références .....	54



## ABRÉVIATIONS

<b>AACC</b>	Commission Africaine de L'audiovisuel et du Cinéma
<b>ACALAN</b>	Académie Africaine des Langues
<b>AFRIMMA</b>	Prix du Magazine African Muzik
<b>ANWI</b>	Réseau Africain pour les Femmes dans les Infrastructures
<b>BPFA</b>	Déclaration et Plan d'action de Beijing
<b>CADM</b>	Centre Africain de Développement Minier
<b>CEDEF</b>	Convention de Toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes
<b>CENUA</b>	Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique
<b>CESA</b>	Stratégie Continentale complète de l'éducation pour l'Afrique
<b>CIPD</b>	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
<b>DIC</b>	Direction de l'information et de la Communication
<b>DOT</b>	Digital Opportunity Trust
<b>GEWE</b>	Égalité des Sexes et Autonomisation des Femmes
<b>GROOTS</b>	Réseau International D'organisations Féminines Communautaires
<b>GWR</b>	Livre Guinness des Records
<b>JIF</b>	Journée Internationale de la Femme
<b>MTV EMA</b>	Victoires Européennes de la Musique MTV
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>PDDAA</b>	Programme Détaillé pour le Développement de L'agriculture Africaine
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>SDGEA</b>	Déclaration Solennelle sur L'égalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique
<b>Sida</b>	Syndrome D'immunodéficience Acquise
<b>STIM</b>	Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
<b>TIC</b>	Technologies de L'information et des Communications
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>UA-CIEFFA</b>	Centre International de l'Union Africaine pour L'éducation des Filles et des Femmes en Afrique
<b>VFG</b>	Violence Fondée sur le Genre
<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience Humaine
<b>VFFF</b>	Violence Faite aux Femmes et aux Filles
<b>WGYD</b>	Direction de la Femme, du Genre et de la Jeunesse



## INTRODUCTION

### Le Leadership des Femmes Africaines : Le Contexte

Les femmes africaines ont réalisé d'incroyables exploits en matière de leadership au fil des ans. Elles ont imaginé, motivé, construit et incité leurs contemporains à mener à bien des projets significatifs partout dans le monde. Leurs rôles et leurs contributions dans l'avancement du statut politique, social et économique des femmes sur le continent sont reconnus à travers diverses manifestations nationales, continentales et internationales, dont la Journée internationale de la femme (JIF).

L'Afrique dispose de cadres normatifs progressistes qui garantissent l'égalité des sexes dans les sphères sociale, économique et politique. Grâce à des années d'activisme, de changements de politiques et de réformes juridiques, les droits des femmes et leur statut dans les sociétés se sont améliorés.

Par conséquent, des femmes leaders telles que Ellen Johnson-Sirleaf, la première femme africaine présidente et Dre Nkosazana Dlamini-Zuma, la première femme à la tête de la Commission de l'Union africaine, ont émergé. De même, les cheffes d'État actuelles – Sahle-Work Zewde, présidente de l'Éthiopie et Samia Suluhu Hassan, présidente de la Tanzanie, ont toutes crevé le plafond de verre et fait sauter les verrous de la gouvernance et du leadership. Véritables modèles exemplaires, elles sont source d'inspiration pour les générations de futures femmes leaders Africaines.

#### **Le Leadership des femmes Africaines : Pourquoi est-ce important ?**

Les études sur l'histoire du leadership sur le continent ignorent souvent les femmes africaines, les images les plus médiatisées les dépeignant comme pauvres, opprimées, sans voix et sans pouvoir. Contrairement aux anciennes figures historiques de reines et de combattantes de la liberté qui étaient puissantes et célèbres, ces nouveaux récits sont profondément ancrés dans des cultures, des normes et des pratiques patriarcales.

D'autres valeurs socioculturelles ont encore aggravé ce phénomène avec la marginalisation des femmes et des filles du fait de pratiques et de croyances religieuses et culturelles, parfois avant leur naissance. Les familles préfèrent les fils aux filles puisqu'un fils peut transmettre le nom de la famille, ses ressources et son héritage aux générations futures. Cette pratique néfaste prive les femmes et les filles d'opportunités égales telles que l'accès à l'éducation, ce qui limite leur plein potentiel.

La situation évolue graduellement, avec une nouvelle génération de femmes leaders africaines qui sont dynamiques, fortes et prêtes à jouer un rôle actif dans leurs pays et dans le monde.

Le leadership des femmes en politique a également augmenté dans les assemblées législatives d'Afrique, avec le Rwanda, premier pays au monde à compter 61,3 % de femmes parlementaires, suivi de quatre autres pays africains ayant des taux de représentation féminine supérieurs à 40 % : l'Afrique du Sud (46,3 %), le Sénégal (43 %), la Namibie (42,7 %) et le Mozambique (41,2 %)¹.

En matière de développement économique, les femmes africaines représentent 58 % des travailleurs indépendants du continent², faisant de l'Afrique un précurseur dans l'entrepreneuriat féminin.

Le leadership des femmes africaines compte dans tous les secteurs et à tous les niveaux dans les pays, sur le continent et dans le reste du monde :

- Les femmes constituent la moitié de la population d'Afrique³ et, exploitant à juste raison leurs droits humains, elles bénéficient de perspectives qui leur permettent de participer pleinement à la prise de décision et à la mise en œuvre des politiques, des lois et des initiatives sur le continent.
- Le leadership des femmes et leur pleine participation à la gouvernance et aux processus

¹ONU Femmes, « Faits et chiffres : Le leadership et la participation des femmes à la vie politique » 15 janvier 2021, <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

²Agu, Agu, David, « Africa Leads The World In Women Entrepreneurs: But It's Not Yet Uhuru » [L'Afrique domine la scène internationale en matière de femmes entrepreneurs, mais ne nous reposons pas sur nos lauriers] Entrepreneur Africa, avril 2021, <https://www.theentrepreneurafrika.com/africa-leads-the-world-in-women-entrepreneurs-but-its-not-yet-uhuru/>

³Country Meters, Horloge de la population de l'Afrique. 17 mars 2022, <https://countrymeters.info/fr/Africa>

politiques produisent un effet de ricochet de grande ampleur, influençant d'autres secteurs et sphères pour inclure plus de femmes dans des rôles et des positions de leadership.

- Les filles et les jeunes femmes ont besoin de modèles à suivre susceptibles de stimuler leurs aspirations ambitieuses.
1. Women constitute half of Africa's population, and as an expression of their human rights, they are entitled to opportunities that enable them to fully participate in decision-making and implementation of policies, laws, and initiatives on the continent.
  2. Women's leadership and full participation in governance and political processes have a trickledown and wide-ranging effect, influencing other sectors and spheres to include more women in leadership roles and positions.
  3. Girls and young women need strong role models to look up to and foster their ambitious aspirations.

Que ce soit dans la politique et la gouvernance, les affaires et la finance, ou dans la société civile, le leadership des femmes africaines améliore les vies et les moyens de subsistance tout en intégrant et en perturbant les normes existantes qui les limitent et les inhibent. Sans aucune formation en leadership, les femmes et les filles africaines ont appliqué leurs connaissances locales uniques à des actions transformatrices qui font progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique et dans le monde.

### **Survol des cadres juridiques et politiques**

Les États membres de l'Union africaine (UA) sont signataires des principaux cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux qui sous-tendent des engagements locaux, nationaux, régionaux et continentaux. Ils promeuvent également les initiatives qui favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE) et font progresser le leadership des femmes africaines. Parmi ces cadres, citons :

- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) de 1979 qui est considérée comme la « Déclaration des droits de la femme ».
- La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994. Ce cadre

reconnait l'importance de l'autonomie corporelle des femmes et du droit d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive conformément aux divers engagements régionaux et internationaux en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

- La Déclaration et le Plan d'action de Beijing (BpFA) de 1995. Considérée comme le premier cadre international, la BpFA reconnaît l'intégration du genre comme une stratégie mondiale majeure pour instaurer l'égalité des sexes.
- La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité prise en l'an 2000. Ce document de référence aborde l'impact des conflits sur les femmes et l'importance de leur participation pleine et égale à la résolution des conflits, à la consolidation de la paix, au maintien de la paix, à la réponse humanitaire et à la reconstruction après-conflit.
- Le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes de 2003. Communément appelé le Protocole de Maputo, il renforce les droits des femmes africaines et exhorte les États membres à s'attaquer à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.
- La Déclaration solennelle de 2004 sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (SDGEA) de l'Union africaine appelle les États membres à poursuivre leur action en faveur de la réalisation de l'égalité de genre et à renforcer leur engagement envers les dispositifs internationaux et régionaux relatifs aux droits des femmes.
- Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies de 2015. En particulier, le 5e Objectif vise à atteindre l'égalité de genre en autonomisant les femmes et les filles. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes font également partie intégrante des 17 autres Objectifs et constituent une condition préalable à la réalisation du développement durable.
- L'Agenda 2063 de l'Union africaine a été adopté en 2013. Ce plan continental définit 7 « aspirations » et recense les priorités pour leur réalisation. La 6e aspiration stipule explicitement : « Une Afrique dont le développement est

axé sur les personnes, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants ». Elle vise à atteindre cet objectif en donnant la priorité à l'autonomisation des femmes et des filles et en mettant fin à toutes les formes de violence et de discrimination à leur encontre.

- La stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2018–2028) est particulièrement importante pour soutenir les efforts actuels de l'Union africaine. Elle définit des priorités et des stratégies pour réaliser la 6e aspiration en se concentrant sur les résultats qui atténuent et suppriment les freins à l'égalité entre les hommes et les femmes et à l'autonomisation des femmes. Fondée sur les conclusions de l'évaluation de la politique de 2009 sur le genre mise en place par l'UA, elle précise les mesures et les interventions spécifiques qui permettront de générer les résultats souhaités et attendus au titre de quatre piliers de la stratégie, à savoir :
  - Optimisation des résultats (économiques), des perspectives et des dividendes électroniques technologiques

- Dignité, sécurité et résilience
- Lois, politiques et institutions efficaces
- Leadership, voix et visibilité.

Au fur et à mesure que les gouvernements, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes mettent en œuvre ces cadres, davantage de femmes et de filles peuvent occuper des fonctions politiques, diriger des organisations du secteur public et privé, et être protégées par des lois contre la discrimination, la violence ou autres obstacles au leadership des femmes.

Les femmes leaders reconnues dans ce recueil ont contribué directement ou indirectement à la mise en œuvre de ces cadres à travers diverses initiatives à différents niveaux en Afrique. Ces engagements en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes leur ont ensuite donné les moyens de poursuivre leurs rêves et leurs visions comme elles le font actuellement, de changer des vies et de créer l'Afrique qu'elles souhaitent.



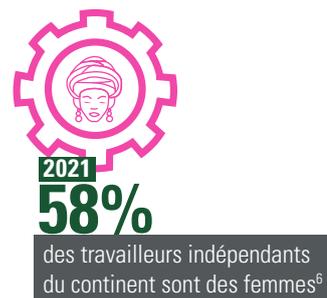
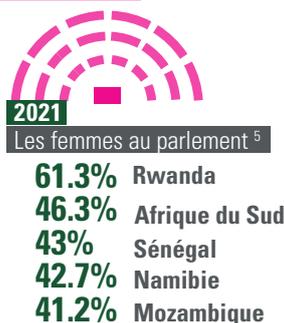
## Objectifs et Portée du Recueil

Ce recueil vise à reconnaître et à célébrer les femmes et les filles d'Afrique qui contribuent au changement grâce à leur leadership. Il documente leurs contributions, et les effets qui en découlent, pour inspirer les leaders actuels et ceux qui aspirent au leadership et promouvoir des environnements favorables qui font progresser le leadership des femmes aux échelons local, national et continental. Il met en lumière leurs contributions à la lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses effets dans leurs communautés et leurs pays. Il fait également ressortir les défis que ces leaders ont identifiés et les solutions qu'elles ont trouvées pour les surmonter.

Une équipe technique multipartenaire a procédé à une sélection rigoureuse pour identifier ces femmes leaders parmi les plus de deux cents soumissions et nominations reçues. Elles ont été reconnues pour leur détermination, leur ténacité, leur engagement envers le changement et leurs contributions à la société. Elles représentent la vaste palette du leadership des femmes africaines, depuis les communautés locales jusqu'aux cadres de haut niveau et aux leaders d'opinion. Ces leaders incarnent le leadership africain au-delà du monde politique ou des affaires et incluent les femmes impliquées dans la gouvernance, l'autonomisation des femmes, la finance et l'entrepreneuriat, l'environnement et l'agriculture, la technologie, l'éducation, les industries créatives et le sport. Les catégories sont vaguement liées aux quatre piliers de la stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Leurs témoignages de leadership démontrent ce qui est réalisable, en particulier lorsque des leaders plus expérimentées partagent leurs perspectives avec la génération suivante grâce à des formations et au mentorat, produisant des femmes et des filles leaders compétentes et engagées, capables de satisfaire aux aspirations de l'Agenda 2063.

## GRAPHIQUES ET INFOGRAPHIES



<sup>4</sup> Country Meters, Horloge de la population de l'Afrique. 17 mars 2022, <https://countrymeters.info/fr/Africa>

<sup>5</sup> ONU Femmes, « Faits et chiffres : Le leadership et la participation des femmes à la vie politique » 15 janvier 2021, <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

<sup>6</sup> Agu, David, « Africa Leads The World In Women Entrepreneurs: But It's Not Yet Uhuru » [L'Afrique domine la scène internationale en matière de femmes entrepreneurs, mais ne nous repons pas sur nos lauriers] Entrepreneur Africa, avril 2021, <https://www.theentrepreneurfr.com/africa-leads-the-world-in-women-entrepreneurs-but-its-not-yet-uhuru/>

<sup>7</sup> Hanan Morsy, mars 2020. Access to Finance: Why Aren't Women Leaning In? (L'accès aux financements : pourquoi les femmes ne s'imposent-elles pas ?) Finances et développement, mars 2020, vol. 57, no. 1, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/Fandd/Article/2020/March/FR/afrique-disparites-femmes-hommes-en-matiere-daccs-aux-services-financiers-morsy.ashx>

<sup>8</sup> One Campaign, Covid's Aftershocks: Making Gender Equality Central To The COVID-19 Recovery [Le contrecoup de la COVID : l'égalité des sexes au cœur de la relance d'après COVID-19] AFTERSHOCKS 2 juillet 2021, <https://www.one.org/africa/blog/covid19-aftershocks-gender-equality/>

<sup>9</sup> Graca Machel Trust Why Including More Women-Owned Businesses In Public Procurement Processes Matter [Pourquoi il importe d'inclure davantage d'entreprises dirigées par des femmes dans les processus de passation de marchés publics], 20 octobre 2021, <https://gracamacheltrust.org/2021/10/20/why-including-more-women-owned-businesses-in-public-procurement-processes/>

<sup>10</sup> Commission de l'Union africaine, Protocole de Maputo sur les droits des femmes en Afrique 17-18 novembre 2020.

<sup>11</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Afrique, 31 janvier 2019. Creating A Level Playing Field For Women In Technology In Africa (Établissement de conditions équitables pour les femmes dans les technologies en Afrique) <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/pressreleases/2019/creating-level-playing-field-for-women-in-technology-in-africa.html>

<sup>12</sup> Machel, Graca COVID-19 And The Impact On African Women: All Responses Must Respect The Gendered Impacts Of The Pandemic. [La COVID-19 et ses répercussions sur les femmes africaines : Toutes les réponses doivent intégrer les conséquences de la pandémie sur les femmes] 18 juin 2020 <https://theelders.org/news/covid-19-and-impact-african-women-all-responses-must-respect-gendered-impacts-pandemic>

<sup>13</sup> Damaris Seleina Parsitau Invisible lives, missing voices: Putting women and girls at the center of post-COVID-19 recovery and reconstruction. [Vies invisibles, voix manquantes : les femmes et les filles au cœur de la relance et de la reconstruction d'après COVID-19.] 28 janvier 2021, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2021/01/28/invisible-lives-missing-voices-putting-women-and-girls-at-the-center-of-post-covid-19-recovery-and-reconstruction/>



## CHAPTER 1

### Gouvernance, droits humains, paix et sécurité

La bonne gouvernance en Afrique contribue à la paix, à la stabilité, au développement et à la croissance des États membres de l'UA. Des institutions solides, influencées par des lois, des cadres internationaux et des idéaux tels que les droits humains, la redevabilité et les libertés, établissent des liens entre un État et son peuple et sont essentielles à sa pérennité.

Un aspect central de la gouvernance est la démocratie, ses processus et les divers efforts collectifs qui la construisent et la renforcent sur le continent. Il peut s'agir de groupes, de clubs sociaux ou d'organisations non gouvernementales donnant la priorité au respect de l'État de droit et des droits humains et prônant la liberté d'exprimer ses intérêts et ses opinions de manière inclusive et tolérante.

La bonne gouvernance constitue une exigence primordiale dans la création de sociétés durables, ainsi que l'exprime la 3e aspiration de l'Agenda 2063, « Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'État de droit ». En outre, un des piliers de la Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes prône « des lois, des politiques et des institutions efficaces », dont l'un des résultats est la mise en place de systèmes institutionnels de gouvernance du genre.

C'est pourquoi la principale institution continentale, l'UA, plaide pour des systèmes de gouvernance tenant compte de la question du genre. Ces systèmes recourent toutes les sphères et tous les secteurs et imposent des partenariats et des programmes multisectoriels pour promouvoir des institutions, des systèmes et des cadres efficaces favorables à une gouvernance sensible au genre.

La mise en place par l'UA de mécanismes tels que le réseau FemWise-Africa (Réseau des femmes africaines dans la prévention des conflits et la médiation) et la nomination de l'Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité démontrent

la volonté de renforcer le rôle des femmes dans la prévention des conflits et les efforts de médiation. Les Jeunes ambassadeurs africains pour la paix (AYAP) représentent un autre effort visant à encourager une participation significative des jeunes Africains aux processus de paix et de sécurité.

Les femmes leaders africaines figurant dans ce recueil ont contribué à la localisation de ces plateformes et initiatives aux échelons communautaire, local et national afin de s'assurer que les sociétés mettent en place des mécanismes qui promeuvent les droits des femmes ainsi que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elles ont rencontré de nombreux défis, principalement attribués aux préjugés et aux stéréotypes négatifs sur le leadership féminin ainsi qu'aux normes sociales et aux pratiques culturelles profondément enracinées. Elles estiment toutefois qu'il est possible de surmonter ces obstacles, comme suit :

- Au travers de débats sérieux, d'une mobilisation sociale et de réformes qui assurent que les systèmes sociétaux évoluent pour devenir plus ouverts aux femmes.
- Si les femmes restent déterminées à affronter et à remettre en question ces normes existantes.
- En renforçant l'activisme et les interventions de femmes.
- En augmentant le nombre de réseaux féminins qui stimulent la formation et le mentorat intergénérationnels.

Ces leaders continuent de contribuer à des institutions et des systèmes efficaces et inclusifs, faisant progresser la centralité de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pour parvenir à la participation et à la prise de décision pleines et effectives des femmes dans la vie publique.



## NOËLLA ROSINE AMANG AMAYENE

République Centrafricaine

Le parcours de Noëlla Rosine AMANG AMAYENE en tant que leader démarre alors qu'elle est fonctionnaire dans l'administration pénitentiaire de la République centrafricaine. En tant que directrice adjointe de la prison pour femmes de Bangui et directrice du service de la production et de la formation professionnelle en milieu carcéral, elle a initié et mis en œuvre des projets visant à promouvoir les droits humains des détenues et à leur donner les moyens de mener une vie sans perpétrer de délits après leur libération. Ses projets éducatifs enseignent aux détenues analphabètes des compétences élémentaires en lecture, écriture et calcul, et les projets professionnels les forment à la couture et à la fabrication de produits artisanaux pour gagner leur vie après leur libération.

Sous la direction de Mme Amayene, la prison s'est vu adjuger un contrat de plusieurs millions de dollars pour la fabrication d'uniformes scolaires, une première dans son histoire. Elle a étendu ce projet pendant la pandémie de COVID-19, en apprenant aux détenues à fabriquer des masques faciaux pour leur propre usage et pour en faire don à deux prisons voisines.

Ses projets ont eu des effets considérables, car les détenues qui sont sorties de prison mènent à présent des vies indépendantes, elles évitent de tomber dans la délinquance et conseillent leurs homologues.

Noëlla Rosine AMANG AMAYENE est une leader exemplaire dont l'influence sur la rééducation et la réinsertion des prisonnières mérite d'être applaudie.



## JANE AGNES MACHIRA

Kenya

Jane Agnes Machira, connue sous le nom de « Mama Amani » (femme de paix), est une militante pour la paix, une politicienne, et une défenseuse des droits humains.

Sa carrière dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix s'est concentrée sur les pays habités par des agriculteurs et des éleveurs, adoptant une approche unique de la consolidation de la paix qui accorde une place centrale aux femmes. Elle a formé plus de 6 000 hommes et femmes comme artisans de la paix et médiateurs pour participer aux efforts de paix menés par la communauté.

En 2012, Mme Machira a été élue au Parlement national du Kenya en tant que représentante des femmes. Elle a privilégié les solutions durables pour la gestion des conflits, a fourni des puits artésiens pour soutenir les ménages et les activités agricoles, a lancé un forum sur la « banque et l'investissement féminins de table » [women table banking], a financé des bourses pour des étudiantes et a lutté contre le fléau de la distillation illicite qui mutilé et tue les consommateurs kenyans. Elle a également fait pression pour réintroduire le marquage systématique du bétail afin de réduire les vols de bétail et taxer les grands éleveurs pour éviter les conflits avec les communautés locales.

Pendant la pandémie de COVID-19, les restrictions ont exacerbé le harcèlement que les femmes subissent de la part des agents de la force publique, qui ont mal interprété les politiques et les directives en la matière. Mme Machira a sensibilisé l'opinion publique à ce problème en tant qu'atteinte aux droits des femmes et est intervenue par des voies légales et officielles en plaidant pour la réparation des préjudices subis par les femmes dans leurs communautés.

Jane Agnes Machira construit la paix en Afrique en formant des femmes médiatrices et bâtisseuses de paix.



## SALIMA MUSBAH

Libye

Salima Musbah est une femme d'affaires, auteure et activiste dont les actions directes ont promu la participation des femmes et des jeunes au leadership et à la vie publique en Libye.

Elle a lancé l'« Initiative des ambassadeurs libyens pour la paix » pour mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, cherchant à donner aux femmes les moyens de participer à la consolidation de la paix, à la médiation et à la résolution des conflits. Depuis sa création en 2015, Mme Musbah a engagé et renforcé les capacités de 124 femmes en tant que bâtisseuses de paix à travers plus de 33 municipalités et 115 communautés locales dans un domaine jusqu'alors dominé par les hommes. Outre cette formation d'ambassadrices de la paix, elle a mis en place une charte d'honneur, travaillant avec des groupes de paix locaux pour impliquer davantage de femmes dans les comités de réconciliation. Certaines de ses ambassadrices de paix ont lancé des initiatives de réconciliation dans leurs communautés locales, créant des plateformes pour des engagements multipartites qui permettent aux femmes de participer à la gouvernance et d'endosser des rôles de leadership.

Mme Musbah a lancé un projet de réhabilitation et de réintégration en 2013 pour les femmes ayant survécu aux violences et aux guerres qui secouent la Libye. Elle a ouvert 7 centres pour fournir des services juridiques, sanitaires et psychologiques et offrir un soutien commercial et professionnel à plus de 20 000 femmes.

Dans le cadre de son plaidoyer, Mme Musbah a réuni un groupe diversifié de femmes pour rédiger une constitution parallèle en faveur des droits des femmes, la soumettant à l'Assemblée constituante de Libye. Ce document a orienté le plaidoyer, de nombreux groupes ayant réclamé l'inclusion dans la nouvelle constitution des priorités et des demandes qui y figurent.

Salima Musbah est une militante dont les actions de plaidoyer et l'influence sur la consolidation de la paix et la participation des femmes à la gouvernance profiteront aux générations futures.



Il ne suffit pas d'ouvrir la porte des salles de pouvoir. Nous devons entrer et changer les meubles !

**Gertrude Mongella,  
Première Présidente du Parlement Panafricain  
de l'Union Africaine.**

La réalisation d'investissements dans des femmes gestionnaires de fonds africaines est une approche intelligente et innovante. Les femmes investisseuses ont bénéficié d'excellents retours sur leurs investissements, et nous améliorerons tous nos résultats en investissant en faveur des femmes.

**Paul Kagame,  
Président du Rwanda.**



Le leadership n'est jamais offert sur un plateau d'argent. Il faut le mériter.

**Ellen Johnson Sirleaf,  
Ancienne Présidente du Liberia.**

L'Union africaine reste déterminée à éradiquer la violence contre les femmes et les filles dans toutes ses ramifications et à protéger les filles plus jeunes de toutes formes d'abus, y compris le mariage précoce et autres pratiques traditionnelles néfastes.

**Moussa Faki Mahamat,  
Président de la Commission de l'UA.**



Les femmes et les enfants sont les meilleurs vecteurs de réussite de chaque pays du monde.

**Joyce Banda,  
Ancienne Présidente du Malawi.**

L'Afrique ne peut pas se développer quand des millions de femmes et de jeunes filles continuent à subir un traitement violent, inégalitaire et discriminatoire.

**Macky Sall,  
Président du Sénégal.**





## CHAPTER 2

### Autonomisation des femmes et éradication de la violence faite aux femmes et aux filles

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes forment le socle d'une paix et d'un développement durables dans chaque société. Cependant, divers obstacles tels que le manque d'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux débouchés, aux ressources, aux biens, aux libertés et à la sécurité affectent les femmes en diminuant la qualité de leur vie et en freinant la réalisation des « aspirations » de l'Agenda 2063.

En outre, des pratiques néfastes telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines (MGF), et la préférence pour les garçons inhibent les droits et les contributions des femmes et des filles dans les sphères publiques et privées. De manière plus significative, les violences faites aux femmes et aux filles (VFFF), y compris la violence sexuelle, portent atteinte aux libertés individuelles et empêchent les femmes de s'engager pleinement dans leurs communautés et dans la société.

Le Protocole de Maputo a joué un rôle important dans la sauvegarde et l'avancement des droits des femmes et des filles en Afrique. Il constitue le premier cadre juridique continental qui impose aux États membres de mettre fin à la violence fondée sur le genre (VFG) et à la discrimination et appelle à l'élimination des MGF. L'article 4 du Protocole appelle à l'élimination de toutes les formes de VFG et à ce que les femmes et les filles jouissent pleinement de leurs droits à la vie, à l'intégrité et à la sécurité. Quarante-deux pays ont ratifié le Protocole et, depuis son adoption, il a influencé les lois et les politiques nationales pour lutter contre la violence et la discrimination à l'encontre des femmes et des filles. Il reconnaît en outre les droits protégeant la santé sexuelle et reproductive des femmes ainsi que leurs droits reproductifs et la lutte contre le VIH comme un aspect faisant partie intégrante des engagements et des efforts pour mettre fin à la VFFF.

Néanmoins, la VFFF persiste et, depuis l'épidémie de COVID-19, les confinements ont entraîné une recrudescence des cas de harcèlement sexuel, de mariage d'enfants, de MGF et d'abus domestiques

et sexuels à l'égard des femmes et des filles. L'apprentissage et le travail en ligne ont également donné lieu à des faits d'abus, de harcèlement, de perversion exhibitionniste (cyberflashing) et d'exploitation en ligne.

En novembre 2021, l'Union africaine a lancé la campagne « Masculinité positive », galvanisant les hommes et les garçons en tant que promoteurs de l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles sur le continent. De telles initiatives et celles menées par les leaders figurant dans ce recueil témoignent des efforts notables qui ont été déployés pour renforcer l'autonomie des femmes et des filles et mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violence. Ces leaders ont dû faire face à l'âgisme, au sexisme et au manque de ressources, entre autres et, pour surmonter ces obstacles, elles proposent :

- Une augmentation de la représentation des femmes dans la prise de décision et l'élaboration des politiques.
- Des réseaux de femmes pour se motiver et se défendre mutuellement.
- Des partenariats et des collaborations multipartites sur l'autonomisation des femmes.
- Des événements et des campagnes de sensibilisation.
- Un leadership transgénérationnel dans la défense des femmes.
- Un activisme en ligne et hors ligne.
- Des initiatives pratiques d'autonomisation économique des femmes.

## OLUWADAMILOLA AKINTEWE

Nigeria



Fille d'un pauvre fermier, Oluwadamilola Akintewe a démontré très jeune son excellence académique et ses capacités à prendre des initiatives. Elle est maintenant une défenseuse des droits des femmes et des filles, de l'égalité des sexes, de la participation des jeunes à la gouvernance et de l'éradication de la violence fondée sur le genre.

Mme Akintewe est la fondatrice du « Project Rebirth », une initiative qui propose des formations sur la mode écologique et accorde des prêts sans garantie à des femmes dans le domaine de l'agriculture. Plus de 140 femmes en ont bénéficié. Elle a également fourni des bourses d'études et des services de mentorat professionnel à plus de 3 000 filles scolarisées dans le secondaire dans quatre États nigériens, par le biais de l'organisation « Girl Up Nigeria » en tant que cofondatrice et vice-présidente.

Mme Akintewe, elle-même première boursière historique de la Bourse « Margaret Ekpo Youth Fellowship », a été récompensée par Baobab Rights et OSIWA en 2021. Elle était la plus jeune leader parmi les 100 femmes figurant sur la liste de We for Good International dans la catégorie « Créer une Afrique meilleure ». Elle a également été sélectionnée pour un prix « 30 under 30 » [les 30 premiers de moins de 30 ans] et est devenue la première lauréate du prix Samantha Singh pour les jeunes dans les politiques de développement.

Pendant le confinement associé à la COVID-19, elle a lancé les « Forbidden Topics » (Sujets interdits), une plateforme en ligne destinée à amplifier les voix des adolescentes et des jeunes femmes qui ont été confrontées à des injustices sociales telles que la précarité menstruelle, le sexisme institutionnel, le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines et le viol.

Mme Akintewe a également organisé le projet « Safe School » [École sûre] pour combler le fossé de l'inégalité éducative des enfants issus des communautés rurales en créant des classes en personne où les règles de distanciation sociale sont respectées, avec des enseignants bénévoles déployés dans cinq États nigériens et ciblant plus de 500 élèves.

Oluwadamilola Akintewe est une jeune leader dont le but est de voir les femmes et les filles africaines démanteler les structures patriarcales qui ont entravé le leadership des femmes dans tous les secteurs.



## CATHERINE KIAMA

Kenya

Catherine Kiama est très fière de la Déclaration internationale des droits des filles, une déclaration des droits de toutes les filles, écrite par les filles, pour les filles. Plus de 1 000 filles ont contribué à la Déclaration des droits présentée aux Nations Unies lors de la journée internationale de la fille en 2019.

À l'âge de 22 ans, elle a mis en place l'initiative de sororité « Sisterhood Initiative », un programme de mentorat ayant une incidence directe sur plus de 2 000 filles au Kenya. Mme Kaiama est la directrice des programmes de l'organisation « She's The First » [Elle est la première], où elle conçoit des programmes qui répondent aux besoins des femmes et des filles. Elle a utilisé son expérience pratique pour soutenir diverses organisations, dont la Nike Foundation, le programme Youth in Action [La jeunesse en action] d'Amref, Akili Dada et Make Every Woman Count [Chaque femme compte]. Elle a conçu le programme de mentorat en ligne « Women in International Affairs » [Les femmes dans les affaires internationales], qui permet aux jeunes femmes du secteur du développement d'accéder à un programme de mentorat pendant sept mois.

Pendant la pandémie de COVID-19, outre les actions de plaidoyer, elle et ses collègues ont consenti à des réductions de salaire pour remplir leurs obligations envers les partenaires. Leurs efforts ont permis aux mentors d'entrer en contact avec 7 867 filles et de leur proposer des supports et des méthodes adaptés, de donner des cours sur les droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive à 6 780 filles, et d'améliorer l'accès aux technologies pour 1 340 filles. Par l'intermédiaire du Fonds d'intervention contre la COVID-19, elles ont livré des trousseaux de soins (nourriture, eau et fournitures menstruelles) à plus de 1 000 filles et familles dans plus de 60 communautés.

Catherine Kaiama est une leader inspirante qui se démarque de ses pairs.



## ESTHER MWAURA-MUIRU

Kenya

Esther Mwaura-Muiru a entamé son parcours féministe à la Conférence des Nations Unies pour les femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995. Elle a fondé GROOTS Kenya (Réseau international d'organisations féminines communautaires), un mouvement féministe communautaire qui regroupe plus de 200 000 travailleuses du secteur informel souffrant du VIH/sida et touchées par le changement climatique en vue de créer des alliances, d'organiser un soutien entre pairs et de défendre les intérêts de la communauté.

Dans les années 1990 et 2000, elle a mis en place une alliance à domicile pour les soignants afin de les aider à lutter efficacement contre la pandémie de VIH/sida. Cette alliance s'est transformée en une campagne pour les droits d'héritage des veuves et des orphelins. Sous le leadership de Mme Mwaura-Muiru, ces groupes ont reçu le Prix « Ruban Rouge » du PNUD.

Les efforts de Mme Mwaura-Muiru ont changé les rôles et les perceptions des femmes des communautés kenyanes. Les femmes ne sont pas considérées comme des bénéficiaires d'œuvres de charité et des objectifs de développement, mais comme des agents du changement qui poussent les responsables politiques, les bailleurs de fonds, les investisseurs et les spécialistes du développement à transformer les communautés.

Mme Mwaura-Muiru s'est faite l'ambassadrice du financement des organisations sur le terrain, ce qui a permis la création de 3 500 organisations communautaires de défense des femmes. Grâce à GROOTS, Mme Mwaura-Muiru a réparti les femmes et les filles dans plus de 5 000 organisations de terrain et un réseau de solidarité nationale comportant des liens et des alliances avec des organismes activistes régionaux et mondiaux. Elle a mis en place des activités de perfectionnement du leadership destinées aux femmes et les a aidées à se propulser à des postes de haut niveau aux échelons national et international, en créant le Centre UONGOZI, un centre de perfectionnement du leadership transformationnel pour les femmes locales.

Elle a fait campagne pour des réformes foncières, veillant au respect de l'égalité des sexes dans l'accessibilité, le contrôle et la propriété des terres, influençant ainsi la politique foncière nationale du Kenya.

Elle a également conçu de multiples initiatives pour améliorer l'accès au crédit financier grâce au Fonds de résilience communautaire (Community Resilience Fund), un fonds renouvelable géré par des femmes locales pour le renforcement de leur résilience, et le Fonds agroindustriel (the Agri-Business Fund), un système de garantie de crédit d'un million de dollars réservé aux agricultrices rurales. Elle a créé la toute première coopérative communautaire réservée aux femmes, la « GROOTS Saving and Credit Cooperative Society » [Société coopérative d'épargne et de crédit GROOTS].

Esther Mwaura-Muiru est une pionnière dont la prévoyance a amélioré et transformé la vie et les moyens de subsistance de milliers de femmes Africaines.



## CAROLINE OWASHABA

Ouganda

Caroline Owashaba est une défenseuse et une ambassadrice de la justice sociale, de l'égalité entre les sexes et de l'égalité des chances. Elle est la directrice d'« Action for Youth Development Uganda » [Action pour le bien-être la jeunesse ougandaise], une organisation autochtone à but non lucratif centrée sur les jeunes, et elle a lancé le « Girl Talk Leadership Club » [Club de réflexion sur le leadership des filles], une initiative de transformation sociale qui forme et encadre les filles de 10 à 16 ans.

Au cours des trois dernières années, Mme Owashaba a formé plus de 650 jeunes ambassadrices, 66 leaders communautaires, représentants de la loi et enseignants aux techniques de leadership et de mentorat. À leur tour, les jeunes ambassadrices ont formé plus de 4 000 autres jeunes filles à faire de même. Grâce à son club, Mme Owashaba a permis aux filles de retourner à l'école, et elle a plaidé pour leur sécurité et leur éducation, faisant pression sur les dirigeants du district pour qu'ils adoptent un règlement visant à mettre fin aux mariages d'enfants.

Mme Owashaba a également mis en place des programmes d'éducation financière et de lutte contre le changement climatique à travers ses initiatives. Elle a créé un programme d'agriculture climato-intelligente dans les écoles primaires pour apprendre aux filles à repérer les défis environnementaux auxquels sont confrontées les communautés et à trouver des solutions innovantes pour les relever. Sa campagne « Know your budget » (Connaitre son budget) a permis de doter de jeunes femmes leaders des compétences financières nécessaires pour veiller à la redevabilité du gouvernement quant aux dépenses budgétaires prévues.

Pendant la pandémie de COVID-19, Mme Owashaba a mis en place plusieurs partenariats pour construire une nouvelle coalition, la « Girls not Brides Uganda Western Alliance » [Alliance occidentale ougandaise des Filles, pas des épouses]. Cette nouvelle coalition milite contre les mariages d'enfants et la violence fondée sur le genre et promeut des services de santé destinés aux filles suite à la fermeture des écoles. Mme Owashaba a également élaboré les déclarations de politique agricole et éducative pour les responsables politiques nationaux d'Ouganda par le biais du « National Youth Advocacy Forum » [Forum national de défense des jeunes] afin d'atténuer les effets spécifiques de la pandémie sur les femmes et les filles.

Caroline Owashaba est une dirigeante qui est déterminée à mettre fin aux pratiques néfastes exercées sur les femmes et les filles en Ouganda.

## AIMEE LAETITIA UMUBYEYI

Rwanda



La vision d'Aimee Laetitia Umubyeyi est celle d'un Rwanda qui tient compte de la question du genre et permet l'épanouissement de jeunes femmes économiquement fortes. Elle plaide pour l'égalité entre les sexes et pour l'élimination de la violence fondée sur le genre.

Mme Umubyeyi est la responsable de l'initiative UMUBYEYI qui se concentre sur des projets pratiques visant à renforcer l'autonomie économique des femmes. Grâce à son projet de porcheries, elle donne à chaque femme un porc qui représente le capital pour créer une entreprise agricole, et elles doivent ensuite restituer deux porcs pour aider les autres. En trois ans, 874 femmes et filles ont pu profiter de cette initiative.

Le plaidoyer de Mme Umubyeyi contre la violence fondée sur le genre implique des initiatives d'éducation des jeunes hommes au respect des femmes et de sensibilisation des jeunes filles au problème des grossesses d'adolescentes. Elle réhabilite également les mères adolescentes victimes d'abus et les réconcilie avec leurs parents.

Elle a reçu le titre de « Jeune talent rwandais » de l'année 2017 des mains de Mme Janet Kagame, Première dame du Rwanda, et du ministère de la Jeunesse et de la Culture. Son projet URUBOHERO, qui a soutenu 237 femmes vulnérables et promu les droits des femmes et des filles, lui a valu le prix du meilleur jeune innovateur du Rwanda décerné par le Digital Opportunity Trust (DOT) en 2017.

Pendant la pandémie de COVID-19, Mme Umubyeyi a organisé un séminaire de trois jours avec 60 mères adolescentes, 30 jeunes filles de moins de 18 ans et 10 membres du Conseil pour l'enfance, en vue de mettre en lumière les répercussions de la pandémie sur les victimes de violence fondée sur le genre. Elle a également créé un site Internet qui enseigne aux femmes et aux filles des éléments de santé sexuelle et reproductive propres aux adolescentes, ainsi que d'autres compétences autour de la VFG, du traumatisme, et de la santé mentale. Le système envoie des enseignements hebdomadaires aux bénéficiaires enregistrées et stocke leurs informations pour leur apporter de l'aide à l'avenir.

Les projets novateurs d'Aimee Laetitia Umubyeyi ont permis de former des femmes plus fortes qui construiront l'avenir du Rwanda.



Alors que **42** des **55** États membres ont ratifié le Protocole de Maputo sur les droits des femmes, j'exhorte les 13 restants à le faire de toute urgence.

**Nana Akufo-Addo,**  
**Président du Ghana.**



Si l'histoire de l'Afrique était écrite par des Africains et par des femmes, je pense que nous découvririons de nombreux héros méconnus.

**Sahle-Work Zewde,**  
**Présidente de l'Éthiopie.**



L'Agenda 2063 exige qu'au moins 25 % des marchés publics soient attribués à des entreprises appartenant à des femmes. Pourtant, moins de 1 % des achats sont effectués auprès d'entreprises appartenant à des femmes. Nous devons changer cela. Il n'est pas déraisonnable de préconiser une législation préférentielle sur les marchés publics au profit des entreprises appartenant à des femmes

**Cyril Ramaphosa, Président de l'Afrique du Sud.**



Nous devons améliorer notre capacité d'innovation et remettre en question les idées reçues et les paradigmes.

**Dr Nkosazana Dlamini-Zuma,**  
**Président Sortant de la Commission de l'UA.**



Tandis que notre mission visant à autonomiser les femmes et les filles se poursuit, n'oublions pas ceci : il n'y a pas d'égalité de genre sans santé ou droits sexuels et reproductifs, et pas de santé ou droits sexuels et reproductifs sans égalité de genre.

**Natalia Kanem,**  
**Directrice Exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population**



L'inégalité entre les sexes est une question de pouvoir. Et ce que j'ai appris avec le temps, c'est que le pouvoir n'est pas donné. Il doit être pris.

**António Guterres,**  
**Secrétaire Général des Nations Unies**





## CHAPTER 3

### Inclusion Financière, Commerce et Entrepreneuriat

L'inclusion financière, le commerce et les opportunités entrepreneuriales sont le trio essentiel pour la croissance et le développement économique dans le monde moderne des économies de la connaissance et du numérique. Les femmes et les filles doivent pouvoir accéder à des services financiers abordables qui leur permettent d'effectuer facilement des transactions, d'émettre des paiements, d'épargner leurs revenus et d'accéder au crédit et aux assurances.

Les femmes africaines sont affectées de manière disproportionnée du fait d'un accès insuffisant au monde de la finance. Seulement 37 % des femmes d'Afrique subsaharienne possèdent un compte bancaire, contre 48 % des hommes. En Afrique du Nord, l'écart entre les femmes et les hommes concernant l'accès au financement est de 18 %, le plus important au niveau mondial. Elles ont pourtant tout particulièrement besoin d'accéder à des services financiers pour pouvoir s'émanciper économiquement, notamment dans le cadre de la 1<sup>re</sup> aspiration pour « une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable ».

Que ce soit par l'entrepreneuriat ou le travail dans les secteurs formel ou informel, les femmes ont besoin d'être autonomes pour lutter contre la pauvreté et acquérir une indépendance financière. Cela exige des collaborations, des partenariats et des interventions entre les États membres de l'UA, le secteur privé, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes.

L'Union africaine a déclaré que la période entre 2020 et 2030 serait la « Décennie de l'inclusion financière et économique des femmes africaines » afin de promouvoir une expansion à grande échelle des mesures visant à améliorer l'inclusion financière des femmes dans une perspective de développement durable. Cette démarche concorde avec les résultats des quatre piliers de la Stratégie de l'UA sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : autonomisation économique et inclusion financière par l'intermédiaire d'une autonomie de revenus et de la protection sociale.

Le Fonds de l'Union africaine pour les femmes africaines a soutenu les organisations communautaires de femmes en mobilisant des

ressources financières pour des programmes et des projets de développement. Il soutient des initiatives en faveur de femmes qui visent à éradiquer la pauvreté, à réduire les disparités entre les sexes et à mettre fin à la marginalisation des femmes. Le Fonds encourage également le partage d'expériences et de bonnes pratiques sur l'autonomisation économique, politique et sociale des femmes ainsi que le renforcement de leurs capacités en matière de leadership, de gestion et d'entrepreneuriat.

Ce chapitre présente des femmes leaders du monde de la finance et de l'entrepreneuriat qui contribuent à l'autonomisation économique des femmes africaines et au renforcement de l'inclusion financière pour un continent prospère. Elles ont dû surmonter des défis de grande envergure et ont proposé des recommandations pour catalyser la pleine participation des femmes dans ces domaines.

- Intégrer l'éducation financière au renforcement des capacités de leadership des femmes
- Renforcer le mentorat commercial et financier pour les filles et les jeunes femmes.
- Intensifier le plaidoyer pour un financement inclusif en faveur des entreprises dirigées par des femmes.
- Augmenter le financement des programmes axés sur le genre.
- Encourager l'éducation financière des jeunes femmes dans les communes rurales.
- Se recentrer sur les femmes comme moteurs clés de la relance économique d'après COVID-19.
- Assurer la participation des femmes en tant que personnes ressources aux conférences organisées à travers le continent.

Voici les témoignages de leaders financières et entrepreneuriales, de moteurs du changement qui autonomisent les autres et s'engagent dans l'apprentissage continu, le renforcement des capacités et l'inclusion économique totale des femmes et des filles d'Afrique.

<sup>16</sup> Hanan Morsy, mars 2020. Access to Finance: Why Aren't Women Leaning In? (L'accès aux financements : pourquoi les femmes ne s'imposent-elles pas ?) Finances et Développement, mars 2020, vol. 57, no.1, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/Fandd/Article/2020/March/FR/afrique-disparits-femmes-hommes-en-matire-daccs-aux-services-financiers-morsy.ashx>



## DRE MILLICENT OMUKAGA

Kenya

Mme Millicent Omukaga est une professionnelle des finances et de l'égalité des sexes qui a occupé divers postes de direction au sein d'organisations de la société civile et d'institutions financières publiques et privées. Elle se consacre à la création d'opportunités économiques pour les femmes et les jeunes d'Afrique, particulièrement dans son pays, le Kenya, et elle est activement engagée dans le mentorat de la nouvelle génération de leaders dans le secteur des finances.

En qualité de responsable de programmes dans un réseau panafricain d'institutions financières, Mme Omukaga a établi la plateforme Fin4Ag, qui révolutionne les financements destinés aux petites exploitations agricoles de femmes dans les communautés rurales. En tant que directrice générale d'une banque de microfinancements pour les femmes, elle a supervisé un portefeuille de crédit de plus de 200 millions de dollars et a permis de le faire croître de 40 % avec un taux de remboursement de 98 % ciblant plus de 400 000 femmes qui ont bénéficié d'un renforcement personnalisé de leurs capacités pendant deux ans.

En tant que directrice opérationnelle d'une institution financière étatique, elle a lancé la Women Affirmative Access-to-finance Window (fenêtre d'action pour l'accès des femmes au financement – WAAW) qui vise à accélérer l'accès aux financements pour les femmes dans les agroentreprises.

En tant que conseillère en politique sur l'autonomisation des femmes et la promotion de l'accès des femmes au financement auprès de la Banque africaine de développement (BAD), Mme Omukaga a établi un dispositif de garantie du crédit destiné à réduire le risque des entreprises commerciales de femmes. Elle a également créé le Fonds fiduciaire de la Banque pour l'égalité des genres (GETF), une facilité de promotion de l'autonomisation des femmes à l'échelle du continent.

Elle a reçu diverses récompenses et bourses et fait l'objet de nombreux éloges, y compris le Prix Angaza de Kenyan Wallstreet en tant que l'une des femmes façonnant le paysage financier de l'Afrique de l'Est et le prix de la Première dame kenyane pour l'autonomisation économique et l'inclusion financière des femmes et des filles lors des célébrations de la Journée internationale de la femme en 2021.

Mme Millicent Omukaga est une femme optimiste, dont le rêve est de voir toutes les femmes africaines accéder à l'indépendance et l'autonomisation économiques.



## SEUN SHOKUNBI

Nigeria

Seun Shokunbi est une éducatrice, oratrice, analyste de données et responsable de subventions qui habilite les femmes et les filles au travers de la technologie et de l'entrepreneuriat social.

Elle a établi la Fondation Karfi, qui relie les entrepreneurs sociaux aux ressources, lançant trois programmes phares dans le cadre d'ateliers de renforcement des capacités destinés aux jeunes de Kibera, l'un des plus vastes ghettos urbains de Nairobi. Mme Shokunbi a également dirigé un programme en ligne d'entrepreneuriat social multipays panafricain auquel ont participé diverses parties prenantes du Ghana, du Nigeria, du Kenya et de l'Afrique du Sud.

Lors de la pandémie de COVID-19 en 2021, la Fondation Karfi s'est associée à l'Université de Chicago et des sociétés de capital-risque pour lancer son programme d'incubation IRON et dispenser gratuitement des formations et des séances de mentorat à plus de 50 femmes et filles ayant survécu à la violence fondée sur le genre dans le nord du Nigeria.

Mme Shokunbi a élargi la portée de la Fondation Karfi, reliant des sociétés de capital-risque et des mentors avec des femmes entrepreneures qui manquent de ressources afin de leur donner la possibilité d'accéder à un financement de démarrage d'au moins 15 000 dollars. Elle a utilisé WhatsApp comme plateforme pour éduquer les femmes sur les moyens par lesquels elles peuvent réorienter leurs entreprises afin de surmonter les défis du ralentissement économique mondial.

Seun Shokunbi est une leader visionnaire qui obtient et maintient des ressources pour les entreprises et les leaders sociaux de l'Afrique de demain.



## JAYNA WIATTA THOMAS

Liberia

Jayna Wiatta Thomas est la fondatrice de « Dare to Innovate » (Osez innover), une pépinière d'entreprises à but non lucratif qui investit dans l'écosystème entrepreneurial pour impulser un changement social en Guinée.

Depuis sa création, la pépinière de Mme Thomas a investi dans divers programmes tels que « AgriHub », qui utilise un modèle de franchisage social pour développer et gérer des chaînes de valeur dans l'agriculture permettant aux entrepreneurs de se focaliser sur la production. Plus de 60 entreprises dépendent du programme « AgriHub » pour contrer les taux élevés d'importations de produits alimentaires en Guinée.

Mme Thomas a également co-fondé « AquaFarms Africa » (AFA) en vue de remplacer les importations par des denrées et poissons de production locale et durable à l'aide de systèmes hydroponiques efficaces. Les femmes possèdent toutes leurs franchises et représentent 77 % au sein de leur équipe de direction.

Par ailleurs, Mme Thomas a fondé « Natri », une entreprise de chaîne d'approvisionnement de l'exploitation à la table, « Spark Rise Ventures », un fonds d'investissement pour les idées africaines, et « AWE, Inc. », une société de négoce de minéraux et de matières premières durables.

Jayna Wiatta Thomas est une entrepreneure en série, une collaboratrice passionnée et une défenseuse de l'autonomisation des femmes en Afrique.



Compte tenu de l'intensification des appels au désendettement et de la solidarité associée, toute mesure proposée dans le cadre de la COVID-19 doit aider à alléger le fardeau disproportionnellement lourd de la pauvreté qui pèse sur les épaules et le dos des femmes. Les nouveaux budgets doivent privilégier l'éradication des inégalités entre les femmes et les hommes.

**Bineta Diop, Envoyée Spéciale du président de la Commission de l'Union Africaine sur les femmes, la paix et la sécurité.**

Je pense que, lorsqu'on identifie des problèmes, il faut également identifier des solutions.

**Ngozi Okonjo-Iweala,  
Directrice Générale de l'Organisation mondiale du commerce**



Le leadership n'est jamais donné sur un plateau d'argent. Il faut le mériter.

**Ellen Johnson Sirleaf,  
Ancien président du Libéria**

L'éducation est le meilleur remède contre les mariages d'enfants. Plus une fille reste scolarisée longtemps, plus ses chances de réussite économique dans la vie sont grandes. Nous devons mettre fin à toutes les formes de mariages d'enfants. Avis aux hommes : mariez-vous avec des femmes de votre âge et laissez nos filles tranquilles

**Dr Akinwumi Adesina, Président de la Banque Africaine de Développement**



Nous devons bâtir un avenir qui est façonné par les femmes et les filles et qui réalise leurs droits et aspirations à un monde où l'égalité est une réalité.

**Amina J Mohammed,  
Secrétaire Générale adjointe des Nations Unies**

Une plus grande représentation des femmes aux postes décisionnels pourra inspirer les nouvelles générations de femmes leaders et réduire le fossé de l'inclusion financière entre les hommes et les femmes.

**Dre Monique Nsanzabaganwa, Présidente Adjointe de la Commission de l'Union Africaine.**





## CHAPTER 4

### Environnement, Agriculture et Changement Climatique

Le changement climatique est une menace existentielle pour le monde moderne, car il affecte l'environnement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, la sécurité hydrique et les conflits. Ses effets sur l'Afrique sont particulièrement flagrants, le continent étant sur le point d'en subir les pires conséquences, alors qu'il contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre (GES).

La Stratégie de l'Union africaine (UA) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes considère le changement climatique comme l'une des causes profondes des inégalités entre les sexes, car il affecte la vie et les moyens d'existence des femmes. Les femmes dépendent de l'environnement, en particulier dans le secteur de l'agriculture, pour assurer la production d'aliments, la sécurité alimentaire et d'autres entreprises associées reposant principalement sur les ressources naturelles. Pourtant, ce sont elles qui manquent le plus des capacités requises pour faire face aux événements climatiques tels que les hausses des températures, la variabilité des précipitations, les phénomènes météorologiques extrêmes, les pertes de cultures, les ravages d'espèces nuisibles et les épidémies de maladies, et la dégradation générale des terres et des ressources en eau .

Dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la priorité mondiale est la protection de la planète contre la dégradation en promouvant une consommation et une production pérennes de ses ressources naturelles ainsi qu'une gestion durable, et la prise de mesures d'urgence face au changement climatique.

Ces idéaux ne seront réalisables que lorsque les femmes participeront aux prises de décisions et à l'élaboration des politiques, des plans, des actions et des solutions en matière d'atténuation de la

crise climatique. Postées en première ligne, elles peuvent partager des connaissances tirées de leurs pratiques – des perspectives uniques qui manquent souvent dans les discussions politiques, mais qui sont requises pour dresser un tableau complet du vécu des femmes locales sur lesquelles les crises climatiques ont les plus fortes répercussions. De tels engagements inclusifs encourageraient également la réalisation du Programme détaillé de l'Union africaine pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui permet aux États membres de l'UA de traiter les principales questions transformatrices dans le développement de l'agriculture.

Ce chapitre met en exergue les accomplissements réalisés par les femmes leaders qui mettent en œuvre des solutions adaptatives innovantes et sensibles aux questions de genre et plaident en faveur du changement. Grâce à leur détermination sans faille, elles sont parvenues à surmonter diverses difficultés telles que les inégalités entre les sexes qui prévalent dans leur société et entravent leurs efforts. Toutefois, elles maintiennent fermement le cap, cherchant souvent à promouvoir des solutions, par exemple :

- Élargir la participation des femmes à la politique et aux prises de décisions dans la sphère publique.
- Élargir la participation des femmes à la résolution des problèmes climatiques.
- Renforcer la sensibilisation aux problèmes que pose le changement climatique et à ses effets.

Leurs expériences soulignent la responsabilité collective nécessaire pour établir des environnements durables au profit des futures générations de l'Afrique.



## FIHIMA MOHAMED

Djibouti

Après avoir été le témoin des privations de la guerre en Somalie, Fihima Mohamed s'est lancée dans une campagne pour prévenir la famine dans son pays natal, cultiver des aliments de façon durable et habiliter les autres.

Elle a créé la fondation « Plant Tree Plant Hope » (Plantez un arbre, semez l'espoir). Ce projet d'agriculture biologique a permis de restaurer des exploitations abandonnées, de planter plus de 8 000 arbres et de créer plus de 1 000 emplois, ce qui a également incité le gouvernement de Djibouti à planter 100 000 arbres dans le cadre d'une initiative de reforestation.

Mme Mohamed est une défenseuse de l'éducation et de l'égalité des sexes qui a permis à plus de 100 filles issues de familles pauvres de bénéficier d'une bourse scolaire afin qu'elles puissent poursuivre leur scolarité. Parmi les autres interventions menées en faveur de ces écolières figurait la distribution de serviettes hygiéniques gratuites, associée à un appel à la suppression des taxes sur les produits d'hygiène menstruelle. En janvier 2021, le gouvernement a réduit ces taxes de 33 à 0 %.

Elle a également fondé l'initiative « Women Initiative », une plateforme de mentorat exclusivement féminine destinée à la prochaine génération de femmes de Djibouti. En 2019, dans le cadre de son programme « One Program », 820 filles ont pu trouver des universités ou des bourses d'études adaptées afin de poursuivre leur éducation.

Fihima Mohamed est une leader qui inspire ses pairs et aspire à ouvrir la première institution de formation pour les femmes de Djibouti dans la politique et le leadership.



## FORGET SHAREKA

Zimbabwe

Forget Shareka est ingénieure en agronomie, entrepreneure et une innovatrice qui appelle à la lutte contre le changement climatique et à la pérennisation des agroentreprises au Zimbabwe.

Elle a fondé la « Life Hope Future Association » (LiHFA), une organisation communautaire qui offre des formations professionnelles dans l'agroindustrie et l'entrepreneuriat. Jusqu'ici, l'organisation LiHFA a soutenu 45 exploitants agricoles dans le district de Mbire. Elle a également cofondé « Chashi Foods », une entreprise sociale qui applique des procédures innovantes de transformation des aliments pour minimiser les pertes et les déchets alimentaires et qui a formé plus de 250 exploitants agricoles sur les technologies de séchage des aliments à domicile.

Mme Shareka est membre de la Campagne pour l'éducation des femmes et des filles (Campaign For Female Education – CAMFED), qu'elle utilise pour plaider en faveur de l'éducation des filles afin de résoudre les problèmes liés au changement climatique.

Pendant la pandémie de COVID-19, Chashi Foods a contribué à la percée commerciale de plus de 150 exploitants dans cinq communautés et, ainsi à empêcher le gaspillage de cinq tonnes de fruits et de légumes.

Son travail assidu sur le changement climatique et l'agriculture climato-intelligente lui a valu diverses reconnaissances et récompenses, notamment le prix Ellie Maxwell de l'Université d'Edinburgh en 2021, le prix du Jeune entrepreneur (Young Entrepreneur), le Défi de l'innovation d'entreprise verte (Green EnterPrize Innovation Challenge) en 2020, elle a endossé le rôle d'Ambassadrice pour un impact climatique net (Net Impact Climate Ambassador) et a été la récipiendaire d'une Bourse de recherche de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sur le changement climatique en 2019.

Forget Shareka offre des opportunités aux jeunes, aux femmes et aux exploitants agricoles zimbabwéens afin qu'ils réalisent pleinement leur potentiel par le biais d'entreprises agricoles viables.



## CHAPTER 5

### Infrastructures et Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STIM)

Les ressources naturelles en Afrique et les industries extractives qui les sous-tendent constituent de vastes secteurs qui nécessitent des technologies et des infrastructures modernes pour fonctionner efficacement et promouvoir une croissance économique et un développement verts. Généralement dominés par les hommes, ces secteurs hautement techniques comptent très peu de femmes et font appel à moins de femmes leaders pour maximiser l'ensemble de leur production. Les femmes africaines ne représentent que 30 % des professionnels dans le domaine des technologies. S'agissant de la planification et des projets d'infrastructures en particulier, la contribution des femmes y est nécessaire pour compenser les conséquences négatives éventuelles.

La Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes propose une inclusion complète des femmes et des filles dans les domaines de l'information, de la communication et des technologies. Toutefois, certains facteurs tels que la disponibilité, le coût, les capacités et les compétences entravent les technologies de l'information et des communications et créent des fossés entre les sexes.

Parmi les efforts déployés en vue de combler ces écarts, des plateformes telles que le Réseau africain pour les femmes dans les infrastructures (ANWI) promeuvent la participation des femmes africaines au développement d'infrastructures aux niveaux national, régional et mondial. Par ailleurs, la Stratégie 2024 de la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique (STISA-2024) de l'Union africaine aspire à élever le rôle de l'Afrique dans la recherche, le développement et le transfert de technologies, l'innovation et la production de connaissances à l'échelle mondiale en tant que facteurs clés du développement et de la croissance socio-économiques.

Pour combler ces écarts, il s'agit tout d'abord de promouvoir l'éducation des filles dans les

STIM et les technologies de l'information et des communications (TIC) comme condition préalable au renforcement de leurs compétences pertinentes afin de soutenir et de diriger des économies axées sur le numérique.

Les leaders dans ce chapitre reconnaissent la nécessité absolue de l'éducation aux STIM pour les filles et son impact énorme sur les emplois futurs dans les technologies et les infrastructures. Au travers de leurs initiatives et partenariats, ces femmes leaders cherchent à combler les disparités entre les sexes dans ces secteurs et à renforcer globalement la participation des femmes et des filles. Elles recommandent les mesures clés suivantes :

- Étendre la sensibilisation aux disparités entre les sexes dans le secteur des technologies.
- Proposer des programmes plus diversifiés en soutien aux femmes dans les technologies.
- Renforcer les actions de plaidoyer en faveur de l'éducation des filles dans les STIM.
- Améliorer les infrastructures numériques et leur accessibilité pour les femmes et les filles tant dans les zones rurales qu'urbaines.
- Lutter contre les environnements de travail toxiques dans les secteurs des technologies et des infrastructures.
- Reconnaître plus de modèles exemplaires dans les STIM et les infrastructures pour inspirer les jeunes femmes.

Ces leaders encouragent les femmes et les filles à se considérer comme suffisamment capables de poursuivre des carrières dans ces secteurs futuristes des économies de l'Afrique. Elles sont des innovatrices dans la recherche du chemin optimal pour l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

<sup>18</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Afrique, 31 janvier 2019. Creating A Level Playing Field For Women In Technology In Africa (Établissement de conditions équitables pour les femmes dans les technologies en Afrique) <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/pressreleases/2019/creating-level-playing-field-for-women-in-technology-in-africa.html>



## OREOLUWA ABIODUN LESI

Nigeria

Oreoluwa Abiodun Lesi est économiste, entrepreneure sociale et experte mondiale des technologies de l'information qui a fondé le Centre d'autonomisation des femmes dans les technologies (Women's Technology Empowerment Centre – W.TEC), une organisation à but non lucratif engagée à bâtir un écosystème des technologies plus inclusif.

Elle a conçu des programmes de haute qualité grâce auxquels plus de 31 000 femmes et filles ont appris à créer et utiliser des technologies en toute sécurité et de façon productive. Elle soutient également les femmes qui utilisent les technologies à des fins d'entrepreneuriat, de développement de carrière, d'apprentissage et de leadership.

Mme Lesi a été sélectionnée afin de concevoir le premier club de technologies pour les filles coordonné au niveau national par le gouvernement nigérian, qui compte plus de 1 200 filles membres. De plus, parmi les nombreuses récompenses qu'elle s'est vu décerner, elle a été reconnue en tant que championne par le Sommet mondial sur la société de l'information en 2020 et a reçu le prix Anita Borg dans la catégorie « Agent du changement ».

Au cours de la pandémie de COVID-19, Mme Lesi a conçu et lancé des programmes pratiques et efficaces en ligne destinés aux filles scolarisées dans le secondaire, qui reposent sur diverses plateformes nécessitant peu de ressources telles que WhatsApp pour leur permettre de poursuivre leur éducation. Elle a également lancé un podcast hebdomadaire de mentorat visant à inspirer et encourager les femmes à établir leur objectif et à le poursuivre dans le cadre de leur travail.

Oreoluwa Abiodun Lesi est une championne innovante dans les technologies, dont le travail et les accomplissements resteront dans les mémoires pendant des générations.

## DRE OLATOKUNBO ARINOLA SOMOLU

Nigeria



La contribution de Mme Olatokunbo Arinola Somolu dans la capitale nigériane, Abuja, ne passe pas inaperçue : les tours emblématiques de la société pétrolière nationale, Nigeria National Petroleum Corporation (NNPC). Ingénieure structurelle, éducatrice et militante en faveur des STIM, elle est la première femme nigériane à avoir décroché un doctorat dans un domaine de l'ingénierie au Nigeria.

Au début de sa carrière, Mme Somolu a été maîtresse de conférence pendant cinq ans, avant de devenir la responsable du département du génie civil de la Faculté de technologie de Yaba. Elle a continué à former et accompagner d'autres ingénieurs dans le cadre d'associations d'étudiants en ingénierie, transformant la vie de plus de 1 500 ingénieurs.

Pour la plus grande partie de sa carrière, Mme Somolu a travaillé à la NNPC, où elle est devenue la première femme directrice générale du groupe à être propulsée à la tête de la division Ingénierie et Technologie (ETD). Elle a assuré des services d'ingénierie et de gestion de projet dans le cadre de nombreux projets phares, y compris la construction de complexes de bureaux majeurs, le port d'Atlas Cove et les méga-stations et les stations flottantes de remplissage de la NNPC. Ces derniers ouvrages étaient les tout premiers au monde à être construits en béton.

Mme Somolu a également été membre du conseil d'administration d'un certain nombre d'agences gouvernementales, dont l'Agence fédérale d'entretien d'urgence routière (FERMA) et l'Autorité nigériane des voies navigables intérieures (NIWA). De plus, elle est membre de la Société nigériane des ingénieurs et de l'Académie nationale d'ingénierie. Elle a été récompensée en tant que l'une des 50 plus grandes femmes nigérianes de mérite par la Première dame, dans le cadre des célébrations du 50e anniversaire de l'indépendance en 2010.

Mme Somolu est une fiduciaire au sein du Centre d'autonomisation des femmes dans les technologies (Women's Technology Empowerment Centre – W.TEC), une membre de conseil d'administration et une personne-ressource dans le cadre de divers programmes de promotion des études et des professions dans les STIM. Elle est une mentore reconnue auprès de plusieurs générations de femmes ingénieures dans l'ensemble du Nigeria.

Mme Olatokunbo Arinola Somolu est une leader innovante dont l'impact dans le secteur principalement masculin des STIM inspire ses pairs.



“ N’acceptez jamais « parce que vous êtes une femme » comme excuse pour faire quelque chose ou ne rien faire.  
**Chimamanda Ngozi Adichie,**  
**Auteure Nigériane.**

“ Nous ne pouvons pas continuer à ignorer les actions courageuses et les accomplissements des femmes qui continuent à rester fortes malgré les difficultés qu’elles rencontrent aujourd’hui dans nos sociétés. C’est à nous toutes et tous d’améliorer le monde en nous assurant que les femmes font partie intégrante des progrès qui sont réalisés et que personne n’est laissé pour compte.

**Dr Ibrahim Mayaki,**  
**Ancien Premier ministre du Niger**



“ Nous les Africains devons être capables de résoudre nos problèmes. Une aide extérieure est utile, mais nous devons apprendre à être responsables de nos propres attitudes.  
**Angelique Kidjo,**  
**Chanteuse et Auteure - Compositrice Béninoise**

“ Nous continuons à faire valoir que la démocratie doit garantir la participation de toutes et tous, y compris les groupes marginalisés – les jeunes, les femmes, les personnes handicapées.

**Bankole Adeoye,**  
**Commissaire de l’Union Africaine en Charge des Affaires Politiques, de la paix et de la Sécurité.**



“ La solidarité entre les femmes peut être un puissant moteur du changement et influencer le développement futur, et apporter des bénéfices aux femmes, mais également aux hommes.  
**Nawal El-Saadawi,**  
**Auteure Féministe, Militante, Doctoresse et Psychiatre d’Égypte.**



## CHAPTER 6 Éducation

L'éducation est le socle du développement social et économique et le fondement des sociétés modernes. L'éducation et le travail de soins, par le biais d'une éducation obligatoire et gratuite pour les femmes et les filles de 3 à 18 ans, ainsi que des programmes de formation professionnelle et d'alphabétisation axés sur le marché pour les jeunes et les femmes sont des priorités clés de la Stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

L'éducation des jeunes femmes est une solution essentielle et efficace permettant de prévenir des grossesses non désirées, de minimiser les mauvais traitements, de lutter contre la pauvreté et les maladies et d'habiliter les jeunes femmes afin d'améliorer les prises de décisions à long terme concernant leur vie, leur famille et leur communauté. L'accès des filles à l'éducation pose toujours des problèmes en Afrique, 52 millions d'entre elles n'ayant pas été scolarisées en 2019, dont 4 millions qui ne le seront jamais – soit deux fois plus par rapport aux garçons. Les filles d'Afrique sont plus susceptibles d'être définitivement exclues de l'éducation, ce qui accroît le risque qu'elles restent en retrait.

Les systèmes d'éducation et de formation en Afrique ont besoin d'une transformation qui privilégie l'accès et la rétention des filles dans les écoles par le biais de l'innovation et de la technologie, en particulier pour contrer les grossesses d'adolescentes, les mariages précoces et d'autres facteurs qui empêchent les filles d'aller à l'école. L'Union africaine a élaboré une Stratégie continentale complète de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016-2025) visant à établir, en dix ans, un système qualitatif d'éducation et de formation pour fournir au continent des ressources humaines efficaces qui répondent aux valeurs centrales de l'Afrique et qui sont capables de réaliser la vision et les ambitions prévues dans le cadre de

l'Agenda 2063 et d'autres engagements connexes. L'établissement du Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA-CIEFFA) en tant qu'institution spécialisée de l'Union africaine contribue à promouvoir l'éducation des filles et des femmes dans les États membres de l'UA.

Les leaders présentées dans ce chapitre ont promu les priorités stratégiques en matière d'éducation par le biais de projets ciblant les femmes et les filles. Elles recommandent certaines des mesures suivantes pour combler les disparités entre les sexes dans l'éducation en Afrique.

- Améliorer l'appui (financier, psychologique, solidaire, etc.) et en étendre la portée sectorielle pour les femmes leaders dans le secteur de l'éducation.
- Plaider pour l'affectation spécifique de fonds à l'éducation des filles et des jeunes femmes.
- Accroître les opportunités d'apprentissage en ligne.
- Offrir aux femmes plus d'opportunités en matière d'acquisition de compétences professionnelles.
- Établir des campagnes de sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles à tous les niveaux.
- Créer des institutions d'enseignement favorisant l'égalité des sexes et dépourvues de discrimination.

À l'instar de leurs pairs figurant dans ce recueil, ces leaders cherchent à élever la prochaine génération d'Africains dans le cadre d'initiatives d'éducation durable et inclusive. Elles donnent aux élèves et aux étudiants les moyens de changer l'avenir du continent.

<sup>19</sup> Bissoonauth Rita, Girls' rights to education: African traditional and religious leaders commit to changing mindsets (Les droits des filles à l'éducation : les leaders traditionnels et religieux en Afrique s'engagent à changer les mentalités), Partenariat mondial pour l'éducation, 26 septembre 2019. <https://www.globalpartnership.org/blog/girls-rights-education-african-traditional-and-religious-leaders-commit-changing-mindsets>



## HANOU KAFUI AMEKO

Togo

Hanou Kafui AMEKO est la fondatrice de l'association «Woman for Young Women». Cette organisation promeut l'autonomisation des jeunes femmes par le biais d'une éducation formelle et non formelle, créant ainsi une communauté de femmes et de filles leaders visionnaires qui contribuent à la vie sociale, économique et publique et améliorent les conditions de vie dans leur communauté.

Mme Ameko a également mis en place la School of Vision (école de la vision), une formation éducative globale unique en son genre dont l'approche repose sur des perspectives émotionnelles, spirituelles, économiques et sociales. S'adressant aux femmes et filles de 18 à 35 ans, cette école leur apprend à établir une vision de leur vie en intégrant la notion d'équilibre, selon leur personnalité, leurs capacités, leurs compétences, leurs intérêts et leurs valeurs. Jusqu'ici, sans aucun appui extérieur, plus de 300 filles ont bénéficié de la formation en vue de devenir des leaders, des entrepreneures, des bloggeurs, des journalistes et des militantes en soutien à des causes sociales.

Mme Ameko a reçu un certain nombre de récompenses, notamment le prix 2021 du HCR pour les femmes qui contribuent au développement communautaire, le prix de la femme influente du Réseau des femmes influentes en Afrique, le prix 2021 de la femme en Afrique du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le prix 2020 de la fondation AGIR et le prix Deborah 2019 dans la catégorie « Meilleure innovation sociale en Afrique ». Son travail a été présenté sur Radio France Internationale (RFI) et dans les magazines Amina, Ocean's Magazine, Diane, etc.

Lors de la pandémie de COVID-19, elle a lancé EssôXome ou Maison de la Vision, un fonds qui vise à soutenir le financement des projets de femmes et de filles innovatrices et entrepreneures. Elle a également piloté le projet « Visionary Resilience » (résilience visionnaire) dans le cadre de la crise de la COVID-19, qui dispensait des formations au renforcement de la résilience en temps de crise.

Hanou Kafui AMEKO est une visionnaire africaine qui continue à appuyer l'établissement de communautés dans lesquelles les inégalités fondées sur le genre n'existent pas.



**GRACE  
CHUNDAMA**  
Zambie

Grace Chundama est une économiste, une planificatrice du développement social et une éducatrice qui a créé la fondation Karis afin de contribuer à des initiatives visant à répondre aux besoins éducatifs des femmes, des enfants et des jeunes.

Mme Chundama a construit un complexe scolaire dans le village de Shankalu, qui est devenu le centre de tous les programmes éducatifs et de formation au sein de cette communauté. Elle a fait don d'un puits pour lutter contre les pénuries d'eau et elle a construit quatre étangs à poissons pour contrer le chômage des jeunes et promouvoir le développement de compétences. Au-delà du développement rural, Mme Chundama a également mis en œuvre des programmes d'autonomisation économique dont plus de 50 femmes ont bénéficié en acquérant des compétences professionnelles qui ont transformé leur vie. Sa contribution à cette communauté a directement affecté plus de 1 000 vies.

Lors de la pandémie de COVID-19, Mme Chundama a lancé un certain nombre de programmes d'intervention visant à inclure la sensibilisation à la nécessité d'assurer des écoles où l'on applique les règles de distanciation sociale, dont plus de 200 filles ont bénéficié. Compte tenu de la hausse des grossesses d'adolescentes, elle a créé des plans de parrainage pour encourager les filles à retourner à l'école et à y rester. Elle a collaboré avec l'organisation « Lusaka Helps » qui soutient les communautés les plus vulnérables en leur apportant des produits essentiels pour les centres de détention, les prisons de femmes et d'autres types d'établissements pénitentiaires.

Grace Chundama est une leader dont la très vaste influence sur les communautés rurales en Zambie mérite d'être saluée.



## MOTUNRAYO DEBORAH FATOKE

Nigeria

Motunrayo Deborah Fatoke est récipiendaire d'une Bourse du Millénaire des Nations Unies, une entrepreneure sociale, une militante et une ambassadrice mondiale des jeunes qui occupe le poste de directrice des opérations de l'initiative « Aid for Rural Education Access Initiative » (Aide pour l'éducation dans les zones rurales) et qui a fondé « LearnAgain ».

Mme Fatoke promeut une éducation de qualité pour les enfants défavorisés et offre des opportunités en matière d'autonomisation aux femmes de communautés rurales. Actuellement, elle gère des projets de plus de 100 000 dollars ciblant plus de 5 000 bénéficiaires directs, créant des opportunités d'apprentissage alternatif pour les enfants les plus pauvres dans le nord du Nigeria et renforçant la scolarisation et la rétention des enfants en âge à d'aller à l'école dans le sud-ouest du pays.

Mme Fatoke a collaboré avec diverses organisations internationales, dont ENACTUS, Their World, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), YALI Africa et la Bourse du Millénaire. En tant que co-fondatrice de Philanthropy Circle, elle lève des fonds pour les organisations à but non lucratif qui se consacrent à l'éducation.

Au cours de la pandémie de COVID-19 au Nigeria, Mme Fatoke et son équipe ont lancé la bourse « Cyber Girls Fellowship », une opportunité de 10 mois destinée à aider les filles défavorisées à acquérir des connaissances et des compétences en vue d'une carrière dans le secteur de la cybersécurité.

Les initiatives d'éducation et d'autonomisation des femmes que mène Motunrayo Deborah Fatoke sont exceptionnelles et remarquables.



## RAFFAELLA GOZZELINO

Cap-Vert

Éducatrice, universitaire et professeure, Mme Raffaella Gozzelino est la première doyenne et la coordinatrice du Sea Campus de l'Université technique de l'Atlantique au Cap-Vert.

Mme Gozzelino est également directrice adjointe de l'Association des femmes entrepreneures en Europe et en Afrique et directrice de « Angels and Heart », un réseau d'organisations qui promeuvent l'amélioration de l'enseignement primaire et facilitent la fourniture d'équipements et d'infrastructures pour le secteur médical dans les communautés désavantagées. Elle a été récompensée par l'Ambassade du Cap-Vert à Lisbonne pour son mérite scientifique et son dévouement en tant que femme dans les sciences.

En tant que coordinatrice du Réseau des écoles bleues de l'Atlantique (All-Atlantic Blue Schools) au Cap-Vert, Mme Gozzelino a promu l'éducation scientifique durable dans les écoles primaires, établissant le programme d'éducation aux océans pour enseigner aux enfants la biodiversité des océans, la conservation, la santé, la biotechnologie et d'autres sujets scientifiques connexes.

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 au Cap-Vert, Mme Gozzelino a aidé des médecins à traduire des documents scientifiques en portugais tout en contribuant à divers documents sur le statut du pays en matière de COVID-19. Elle a également organisé des sessions d'informations scientifiques et a fourni à l'Institut national de la santé des supports pertinents, tels que des équipements de protection, des réactifs et des consommables, des kits d'extraction et des pipettes pour les tests de dépistage de la COVID-19. En tant que présidente adjointe du Conseil fiscal de l'Association de la diaspora pour la santé et la solidarité (Diaspora Health and Solidarity Association), elle a mobilisé des fonds pour acheter un congélateur à très basse température afin de stocker les vaccins et les échantillons des patients aux fins de recherches futures.

Symbole pour l'éducation, l'innovation et le changement, Mme Raffaella Gozzelino inspire une multitude de femmes scientifiques et universitaires.



## MELATWORK TIBEBU MENGESHA

Éthiopie

Melatwork Tibebu Mengesha est une scientifique, auteure et militante, et une boursière doctorale de l'Université d'Addis-Abeba. Elle a fondé «WhatNext», dont elle dirige les programmes, et préside l'Association des anciens étudiants éthiopiens de l'Initiative des jeunes leaders africains (Young African Leaders Initiative – YALI).

Au travers de WhatNext, Mme Mengesha mène des programmes hebdomadaires d'autonomisation et de mentorat qui sont uniques, en ce qu'ils forment des jeunes femmes professionnelles à la réussite en les aidant à trouver un juste équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Pour y parvenir, WhatNext aide ces jeunes femmes à assurer un développement multidimensionnel de leurs compétences de leadership et leur fournit une plateforme sûre pour se retrouver, interagir et apprendre les unes des autres, tout en renforçant leurs aptitudes. Le programme éducatif se focalise sur des formations au leadership, l'acquisition de compétences relationnelles et la fourniture de conseils pour la soumission de demandes de bourses, ainsi que sur les relations, la santé reproductive, la santé mentale et l'image personnelle. Les sessions se déroulent pendant quatre mois à Addis-Abeba. Les formations sont proposées avec la possibilité d'obtenir une certification si les jeunes femmes satisfont à des exigences spécifiques.

Jusqu'ici, en quatre cycles de programmes, 90 % des participantes ont été certifiées, et 860 jeunes femmes ont été directement affectées et continuent de participer au club de lecture Telegram sur le développement personnel dans le cadre de WhatNext.

Pendant la crise de la COVID-19, elle a organisé des programmes spéciaux de mentorat en ligne consacrés à la santé mentale et la violence fondée sur le genre – les deux problèmes critiques qui touchent les femmes lors des confinements et des restrictions.

Les accomplissements de Melatwork Tibebu Mengesha en faveur de l'autonomisation des femmes contribuent à améliorer l'Afrique de demain.



## DR. SARA JEROP RUTO

Kenya

Mme Sara Ruto est une chercheuse, enseignante et défenseuse des droits des enfants et de la justice sociale dont le travail touche des millions d'enfants à l'échelle de l'Afrique et au-delà.

En 1995, Mme Ruto a co-fondé l'organisation «Women Educational Researchers of Kenya» (Les femmes chercheuses dans l'éducation au Kenya – WERK), qui se focalise sur la recherche en éducation en vue de réformes au Kenya, et elle a corédigé la toute première documentation sur les femmes leaders au Kenya, intitulée «Promises and Realities» (Promesses et réalités).

En 2008, Mme Ruto a adapté la méthode d'évaluation de l'apprentissage «Uwezo Learning Assessment» d'ASER en Inde, qui est devenue l'étude la plus approfondie jamais menée en Afrique de l'Est, à laquelle ont participé 30 000 bénévoles qui ont évalué plus de 5 millions d'enfants au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. Au travers d'Uwezo et d'autres initiatives, le gouvernement kenyan a approuvé des interventions de grande échelle en faveur des compétences en lecture et calcul qui ont bénéficié à plus de 20 millions d'enfants de toute l'Afrique de l'Est.

Mme Ruto a établi le Réseau «People's Action for Learning» (PAL) en vue d'améliorer les résultats éducatifs par le biais d'évaluations et d'interventions correctives dans 14 pays répartis sur 3 continents.

Mme Ruto a également été la présidente du Conseil d'administration de l'Institut kenyan pour le développement du programme d'enseignement (Kenya Institute for Curriculum Development), où elle a réformé le programme d'enseignement national afin de s'assurer qu'il est pleinement axé sur les compétences. Le nouveau programme d'enseignement est actuellement utilisé dans l'ensemble des 25 000 écoles primaires au Kenya.

Lors de la pandémie, Mme Ruto a été nommée présidente du Comité d'intervention éducative face à la COVID-19, où elle était chargée de trouver des moyens permettant de rétablir une normalité dans le calendrier scolaire du secteur de l'éducation primaire, et elle a mis en place des pratiques d'excellence et des recommandations visant à prévenir l'interruption de l'éducation des élèves kenyans à l'avenir.

Les contributions de Mme Sara Jerop Ruto à l'éducation sont inégalées. Elle domine en tant que modèle pour les femmes africaines en bâtissant l'Afrique à travers ses systèmes éducatifs.



Un certain nombre de politiques et de plateformes permettent de faire avancer l'inclusion des femmes dans la gouvernance démocratique, l'instauration de la paix et le développement. Le chaînon manquant demeure le niveau de mise en œuvre de ces instruments. Si nous mesurons activement la participation des femmes à la gouvernance et que nous demandons effectivement des comptes aux gouvernements, nous devrions pouvoir accomplir des progrès.

**Hanna Tetteh, Représentante spéciale du Secrétaire général auprès de l'Union Africaine**



Les éléments d'observation empirique indiquent que les femmes, les jeunes Africains et les PME doivent surmonter d'importants défis lorsqu'ils tentent de bénéficier d'accords commerciaux. Par conséquent, j'entends prendre des mesures tangibles pour veiller à ce que les femmes et les jeunes Africains occupent une place centrale dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

**Wamkele Mene, Secrétaire Général de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine.**

Ce continent est formidable. Je suis allé à l'école primaire sur ce continent, à l'école secondaire et à l'université. J'ai travaillé sur ce continent, et je pense qu'il est très dommage que, pour une raison ou une autre, les gens se soient approprié une vision de l'Afrique qui est totalement erronée.

**Dambisa Moyo, Économiste et Auteure Zambienne.**



Nous savons que ce qu'il faut faire nécessite une volonté politique et nous savons ce qu'il faut faire pour promouvoir le rôle des femmes dans la vie publique. Le plus important est d'instituer des mesures spéciales, par exemple des quotas et des cibles en faveur de l'égalité des sexes qui sont bien conçus et mis en œuvre de façon efficace.

**Phumzile Mlambo-Ngcuka, Ancienne Directrice Exécutive d'ONU Femmes**

L'autonomisation économique sur le continent africain ne sera possible que si les femmes assument des fonctions politiques et sociales de haut niveau. Nous devons déployer des efforts dans un certain nombre de domaines pour nous assurer que les femmes terminent leur éducation et qu'elles saisissent les nouvelles opportunités qui se présentent dans les sciences et les technologies.

**Assetou Koite, Ancienne Présidente de l'Organisation Panafricaine de Femmes.**





## CHAPTER 7

### Les Secteurs Créatifs et le Sport

En mai 2020, plus de cent artistes et célébrités venus des quatre coins du continent ont participé à un concert en ligne visant à sensibiliser le public à la pandémie de COVID-19. De grands noms tels que la lauréate du prix Grammy Angélique Kidjo et la Sud-Africaine Sho Madjozi figuraient parmi les femmes artistes qui ont chanté en direct lors de ce concert retransmis en ligne et sur les chaînes de télévision de tout le continent. La puissance du secteur créatif pour tirer parti de l'aura des célébrités et des stars en termes d'influence positive est une valeur reconnue par les États membres de l'UA, ainsi que le montre l'aspiration 5 de l'Agenda 2063, « Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun et de valeurs et d'éthique partagées ».

Le secteur créatif couvre les arts, les médias, la musique, les films, la culture et d'autres types d'entreprises qui créent et célèbrent les connaissances et les informations culturelles au travers de talents et de compétences innés. L'Afrique regorge de talentueuses étoiles de la technologie qui mettent à profit les plateformes de médias sociaux et de diffusion en continu pour relier les personnes avec celles qui se trouvent dans les zones les plus reculées du monde, faisant de leur renommée une force au service du bien.

Diverses initiatives telles que les prix du magazine African Muzik (AFRIMMA) ont été mises en œuvre en partenariat avec l'UA pour récompenser et saluer chaque année les artistes et les musiques d'Afrique. L'UA a également désigné 2021 comme « l'Année des arts, de la culture et du patrimoine : leviers pour l'édification de l'Afrique que nous voulons ». Cet engagement de la part des États membres de l'UA témoigne de la pertinence des cadres politiques du continent tels que la Charte de la renaissance culturelle africaine et le Plan d'action de l'Union africaine sur les industries culturelles et créatives. Par ailleurs, l'adoption et la mise en œuvre de la loi modèle de l'UA sur la protection des biens et du patrimoine culturels sous-tendent la révolution des industries créatives en Afrique et renforceront le développement de l'économie dans ces secteurs.

Les institutions de l'UA telles que l'Académie africaine des langues (ACALAN), la Commission africaine de l'audiovisuel et du cinéma (AACC),

les Commissions de langues véhiculaires transfrontalières (VCLC) et le Centre d'études linguistiques et historiques par tradition orale (CELHTO) assument également un rôle clé dans l'enrichissement des discussions et la promotion de la formulation de politiques et de programmes visant à renforcer le patrimoine artistique et culturel de l'Afrique.

De même, un grand nombre de stars africaines participent à diverses rencontres sportives à l'échelle mondiale. Elles jouent au sein d'équipes en Europe, en Asie et au Moyen-Orient et mettent à profit leur renommée et leur popularité pour inspirer les autres. Les femmes leaders saluées dans ce chapitre s'efforcent d'honorer les engagements pris à l'échelle du continent en faveur des arts, de la culture et du sport. Pour y parvenir, elles recommandent les mesures clés prioritaires suivantes :

- Améliorer l'accès des femmes à des opportunités de leadership dans le secteur du sport et leur participation au sein d'organisations nationales et internationales.
- Reconnaître et mettre à profit le rôle des secteurs créatifs dans la promotion des droits humains, de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, du développement et de la paix dans les communautés et les sociétés d'Afrique.
- Accroître les partenariats et les collaborations en soutien au rôle des femmes et à leurs contributions dans les arts, la culture et le sport en tant que leviers du développement.
- Améliorer les divers contextes des femmes au travers des pratiques artistiques et culturelles.
- Étendre les recherches et la documentation du rôle des femmes dans l'avancement des cultures, des arts et du sport en Afrique.
- Exploiter toutes les plateformes médiatiques pour relayer les expériences authentiques de femmes d'Afrique.

Mobilisant l'action et influençant le changement politique, social et économique, ces leaders sont de véritables forces au service du bien.



## AGNÈS MAKENGI KAPINGA

République Démocratique du Congo

Agnès Makengi Kapinga, également surnommée « Mère Malou », est la première femme arbitre de football international en RDC. Son plus grand rêve est qu'une femme africaine assume les fonctions d'arbitre lors d'une finale de la Coupe du monde de la Fédération internationale de football association (FIFA) ou des Jeux olympiques.

Elle est devenue arbitre quand elle a répondu à un appel à des femmes arbitres à la radio, après avoir appris les 17 règles du football et s'être entraînée elle-même pour réussir les tests physiques, notamment courir 12 fois autour du terrain. Nommée arbitre internationale de football féminin par la FIFA en 2002, elle a arbitré des matches en Tanzanie, au Ghana, en République du Congo et en Afrique du Sud lors des championnats panafricains.

Depuis, elle a reçu un certain nombre de récompenses et reconnaissances, dont l'Ordre national du Léopard décerné par le chancelier – la plus haute distinction honorifique de la RDC – ainsi que des accolades de la FIFA et de la Confédération africaine de football.

Elle a entraîné et encadré de jeunes arbitres stagiaires et milite afin que les femmes deviennent des parties prenantes clés dans le secteur du football sur le continent.

Agnès Makengi Kapinga est une leader révolutionnaire qui a montré que la réussite est non seulement physique, mais qu'elle exige également une force de caractère et une résilience.



## MARIATU KARGBO

Sierra Leone

Mariatu Kargbo, également surnommée « Black Pearl of China » (la perle noire de Chine), est une reine de beauté, chanteuse et danseuse qui présente la culture et la musique africaines aux populations en Chine.

Mme Kargbo est une ambassadrice de bonne volonté et d'échanges culturels entre la Chine et l'Afrique qui a donné un spectacle en l'honneur du président chinois, de la Première dame ainsi que de présidents et de Premières dames d'Afrique à l'occasion du gala du Forum 2018 sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) à Beijing. Elle est connue pour son excellence dans les arts chinois traditionnels et pour sa maîtrise de l'art chinois « de transformation du visage », qui n'avait jusque-là jamais été enseigné à des femmes et à des étrangers.

Mme Kargbo est la première personne de la Sierra Leone à obtenir un titre dans le Livre Guinness des records (GWR) avec la plus grande danse de Samba en extérieur en 2012. Elle a obtenu son deuxième titre au GWR en 2015, quand elle a apporté « les plus grandes contributions à une campagne caritative en 24 heures », en mobilisant des fonds destinés à financer plus de 400 000 repas pour les personnes touchées par la crise Ebola en Sierra Leone, au Liberia et en Guinée.

Elle milite en faveur de l'autonomisation des filles par des interventions éducatives en couvrant les frais de scolarité de plus de 600 filles en Sierra Leone et en leur fournissant des manuels scolaires.

Lors de la pandémie de COVID-19, Mme Kargbo, en tant que fondatrice de l'Association d'amitié entre la Sierra Leone et la Chine, a créé une nouvelle méthode d'apprentissage du chinois appelée Smallsmallchinese, qui est diffusée à la télévision en Sierra Leone et disponible sur un certain nombre de plateformes de diffusion en continu. Grâce à ce projet, les participants ont pu apprendre l'une des langues les plus complexes, mais également parmi les plus importantes à connaître pour l'avenir de l'Afrique.

Mariatu Kargbo est une leader audacieuse et courageuse qui surmonte les obstacles et encourage les autres.



## JANE MOKOENA

Afrique du Sud

Jane Mokoena est une leader qui pense que la formation et l'autonomisation des femmes dans les zones rurales peuvent considérablement contribuer à éliminer la pauvreté et renforcer les capacités des nouvelles générations. En tant que styliste et éducatrice, elle a formé plus de 500 femmes et jeunes au chômage.

En 2001, Mme Mokoena a établi Khaya Dressmaking CC, une école de formation dans le secteur de la mode qui propose des cours de couture et de confection de vêtements et de chapeaux pour les femmes et les filles, avec une focalisation spécifique sur les communautés noires défavorisées. Ses programmes de formation sont adaptés à divers niveaux d'alphabétisation, budgets et emplois du temps.

Ses programmes d'autonomisation des femmes comprennent également des formations au leadership et au commerce, grâce auxquelles ses anciennes élèves peuvent ouvrir leurs propres entreprises et accéder à une indépendance financière, promouvant ainsi l'entrepreneuriat des communautés noires.

En tant que prestataire réputée de services de formations dans le secteur de la mode en Afrique du Sud, elle a établi des partenariats stratégiques avec des parties prenantes clés pour reproduire ses programmes et accroître le nombre d'institutions similaires qui forment et encouragent l'entrepreneuriat des femmes dans la mode.

Pendant le confinement dû à la COVID-19, Mme Mokoena a formé des femmes à la confection de masques et d'équipements de protection individuelle (EPI), dont elle a ensuite fait don à des centres médicaux et aux communautés vulnérables.

Jane Mokoena envisage une Afrique du Sud où les femmes sont des partenaires sur un même pied d'égalité dans le cadre du développement social et économique.



**NKIRU « KIKI »  
MORDI**  
Nigeria

Nkiru « Kiki » Mordi est une journaliste d'enquête nommée aux prix Emmy, une réalisatrice de films, auteure, animatrice de radio et militante en faveur de l'égalité des sexes.

Son programme en ligne sur les tendances en matière d'expulsions parmi les habitants des ghettos au Nigeria a amené une ONG à attaquer le gouvernement de l'État de Lagos pour mettre fin à ces pratiques. Ses documentaires « Life at Bay » sur les femmes pêcheuses d'une île de Lagos et « Sex for Grades » sur les conférenciers corrompus dans les Universités de Lagos et du Ghana ont débouché sur des manifestations et des enquêtes et suscité un changement. Ce dernier film a été nommé aux prix International Emmy dans la catégorie « Actualités et affaires courantes » en 2020.

En tant que militante, Mme Mordi utilise les films pour dénoncer la violence fondée sur le genre, le harcèlement sexuel et les inégalités. Elle collabore avec la Commission nationale des droits de l'homme du Nigeria en vue d'instaurer le changement au sein des structures du gouvernement.

Au cours de la pandémie, Mme Mordi a lancé « Document Women », une plateforme médiatique en ligne qui vise à empêcher que les femmes et leurs contributions à l'histoire ne s'effacent dans l'oubli. Dans ce cadre, elle et son équipe documentent le vécu de femmes dans des formats sonores et visuels pour immortaliser leur impact dans la société.

Nkiru « Kiki » Mordi est une fervente défenseuse des femmes et de leur cause, réécrivant et préservant les accomplissements qu'elles ont réalisés pour les générations futures.



Pour tirer parti de l'éducation des filles au profit de l'Afrique que nous voulons, il faut établir des mécanismes et des stratégies afin qu'au niveau politique, administratif et communautaire, le droit des filles à l'éducation fasse l'objet d'une mise en œuvre adéquate au sein des administrations éducatives en Afrique.

**Dre Rita Bissoonauth, Coordinatrice de l'Union Africaine/ Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (AU-CIEFFA).**



Les droits des femmes sont des droits humains et la ratification, la domestication et la mise en œuvre d'instruments internationaux et régionaux clés de défense des droits humains tenant compte de la dimension du genre devraient être une priorité. Nous devons agir dans un objectif commun, animés d'un même sentiment d'urgence, notamment au travers de mesures audacieuses pour traduire les engagements prévus par ces instruments et en faire une réalité dans la vie des femmes.

**Ahunna Eziakonwa, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et directrice du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique.**

C'est un grand continent. Je suis allé à l'école primaire sur ce continent, au lycée, à l'université. J'ai travaillé sur ce continent, et je pense que c'est un très mauvais service que, pour une raison quelconque, les gens aient usurpé une image de l'Afrique qui est absolument incorrecte.

**Dambisa Moyo, Économiste et auteur Zambien**



Bien que les femmes représentent environ 50 % de la population africaine, elles demeurent largement sous-représentées aux postes de direction sur les marchés des finances, des investissements et des entreprises. Du fait de ces disparités de longue date entre les hommes et les femmes, le continent perd plus de 20 % de son PIB chaque année

**Dre Véronique Tognifode Mewanou, Ministre des Affaires sociales et des Microfinances du Bénin**

Nous parlons des technologies, mais à peine 27 % de nos femmes en Afrique ont accès à l'Internet et seulement 15 % d'entre elles peuvent effectivement payer le coût d'utilisation de l'Internet. Cela signifie également que la plupart de nos jeunes filles ne bénéficient pas d'un apprentissage en ligne. Nous devons pouvoir y pallier.

**Dre Vera Songwe, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique.**





## CONCLUSIONS

La Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes présente les priorités importantes dans le cadre de l'accélération de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes sur le continent dans tous les secteurs. Les femmes leaders présentées dans ce recueil ont montré les solutions pratiques permettant de faire de ces engagements des avantages tangibles pour les femmes, les filles et les citoyens d'Afrique en général.

Leurs expériences sont des exemples de changements que l'on peut apporter dans la vie de dizaines de personnes de communautés locales et dont plusieurs centaines, milliers et millions de personnes pourraient bénéficier dans l'ensemble des sociétés, illustrant l'argument essentiel selon lequel les expériences de leadership des femmes africaines sont similaires et qu'elles ont un impact très étendu.

Elles ont dû surmonter de nombreux obstacles pour obtenir un impact et, dans toutes leurs expériences, elles ont identifié un certain nombre de défis majeurs auxquels sont confrontées les femmes africaines sur le continent. Il s'agit des défis suivants :

1. Des opportunités éducatives limitées – les femmes et les filles ont un accès restreint à l'éducation et aux formations dont elles ont besoin pour renforcer leurs capacités.
2. Le manque d'accès aux ressources – les femmes leaders ne disposent pas de financements suffisants ni des autres ressources requises pour établir et développer leurs ambitions et leurs projets.
3. L'absence d'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle – les femmes leaders peinent à concilier leur vie professionnelle avec leurs responsabilités familiales, surtout du fait que la société les considère comme les pourvoyeurs de soins principaux.
4. Les normes et les pratiques néfastes et discriminatoires – pour réaliser leur potentiel, les femmes leaders sont confrontées à divers obstacles : normes sociales, préjugés, stéréotypes et croyances culturelles discriminatoires à l'égard des femmes et de leurs aspirations.

5. Des opportunités limitées en matière de mentorat – les femmes leaders manquent de conseils et de systèmes d'appui adéquats dans les espaces officiels, ce qui entrave leur ascension en tant que leaders.
6. Des niveaux de confiance en soi faibles – les femmes manquent souvent d'assurance pour assumer des postes de direction, du fait qu'elles ont peu d'éducation ou d'expérience, voire aucune.

Toutefois, elles ont indiqué que les mesures prioritaires suivantes étaient des conditions préalables à l'avènement d'un continent propice à l'émergence d'un plus grand nombre de filles et de jeunes femmes leaders.

7. Accroître les opportunités de formations et de mentorat pour les femmes et les filles, dans tous les secteurs et toutes les professions.
8. Étendre les activités de lutte contre toutes les formes de discrimination, de violence et de marginalisation fondées sur le genre, en tirant parti des plateformes médiatiques en ligne et hors ligne.
9. Appliquer davantage d'approches inclusives pour la participation des femmes à l'éducation et sur les lieux de travail.
10. Comblent le fossé numérique pour les femmes rurales et urbaines en tant qu'opportunité pour propulser le leadership des femmes africaines.
11. Promouvoir et soutenir des services et des opportunités multidimensionnels au profit des femmes leaders – en termes de financements, de réseautage et de renforcement des capacités, ainsi que sur les plans psychologique et juridique.
12. Accroître et renforcer les partenariats en soutien au leadership des femmes africaines, y compris les organisations et les réseaux de femmes, quels que soient les secteurs et couvrant toutes les générations et parties prenantes.

Le parcours de leadership des femmes africaines évolue, ainsi que l'ont montré les expériences relatées dans ce recueil, et il nécessite des efforts multipartites concertés pour instaurer la représentation égale dans tous les secteurs prévus dans l'Agenda 2063.



## RÉFÉRENCES

Commission de l'Union africaine, septembre 2015. Agenda 2063.

Union africaine, Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 2018-2028.

Union africaine, 11 juillet 2003. Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique.

Banque africaine de développement, mars 2020. L'Indice de genre en Afrique 2019.

Agu, David, avril 2021. Africa Leads The World In Women Entrepreneurs: But It's Not Yet Uhuru. Entrepreneur Africa <https://www.theentrepreneurafrika.com/africa-leads-the-world-in-women-entrepreneurs-but-its-not-yet-uhuru/>.

Aloysius Uche Ordu, 8 mars 2021. Inspiring The Next Generation Of Women Leaders Brookings: Africa in Focus. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2021/03/08/inspiring-the-next-generation-of-women-leaders/>.

Centre africain de développement minier (CADM), février-mars 2015. Les femmes dans l'industrie minière artisanale et à petite échelle en Afrique, New African Woman Magazine.

Bissoonauth Rita, 26 septembre 2019. Girls' rights to education: African traditional and religious leaders commit to changing mindsets (Les droits des filles à l'éducation : les leaders traditionnels et religieux en Afrique s'engagent à changer les mentalités), Partenariat mondial pour l'éducation. <https://www.globalpartnership.org/blog/girls-rights-education-african-traditional-and-religious-leaders-commit-changing-mindsets>.

Country Meters, 17 mars 2022. Horloge de la population de l'Afrique. <https://countrymeters.info/fr/Africa>

Gilpin-Jackson Yabome, 2014. African Leadership: Now And For The Future, 3e Conférence biennale internationale de Kwame Nkrumah à l'Université polytechnique de Kwantlen, Richmond, Colombie britannique, du 20 au 22 août 2014.

Hanan Morsy, mars 2020. Access to Finance: Why Aren't Women Leaning In? (L'accès aux financements : pourquoi les femmes ne s'imposent-elles pas ?) Finance & Development, vol. 57, N° 1, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/03/africa-gender-gap-access-to-finance-morsy.htm>

Nomsa Daniel, décembre 2014. Women's Financial Inclusion in Africa: Barriers, Costs and Opportunities.

Thelwell, Kim, 21 décembre 2020. The Potential Of Women's Leadership In Africa. The Borgen Project, <https://borgenproject.org/tag/women-in-politics>.

Tolonen, Anja African Mining, Employment And Women's Empowerment, GREAT Insights Magazine, volume 6, 3e édition, juillet-août 2017 <https://ecdpm.org/great-insights/mining-for-development/african-mining-employment-womens-empowerment/>.

PNUD Afrique, 31 janvier 2019. Creating A Level Playing Field For Women In Technology In Africa (Établissement de conditions équitables pour les femmes dans les technologies en Afrique) <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/pressreleases/2019/creating-level-playing-field-for-women-in-technology-in-africa.html>.

ONU Femmes, 15 janvier 2021. Faits et chiffres : Le leadership et la participation des femmes à la vie politique, <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>.

ONU Femmes, 29 novembre 2021. La violence contre les femmes s'est aggravée en raison de la pandémie de la COVID-19.



